

T3

FINANCIÈRE CANACCORD INC.

Rapport du
troisième trimestre
de 2011 aux
actionnaires

ANNONCE SES RÉSULTATS DU TROISIÈME TRIMESTRE DE 2011

CANACCORD ANNONCE DES PRODUITS ET UN BÉNÉFICE NET RECORD

(Tous les montants sont en dollars canadiens, sauf indication contraire.)

VANCOUVER, le 10 février 2011 – Financière Canaccord Inc. a affiché des résultats record au troisième trimestre de l'exercice 2011 terminé le 31 décembre 2010 avec des produits s'élevant à 254,8 millions \$ et un bénéfice net s'établissant à 42,7 millions \$. Les produits se sont accrus de 47,1 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent et de 70,7 % en regard du trimestre précédent. S'inscrivant à 42,7 millions \$, le bénéfice net du troisième trimestre a marqué un bond de 182,6 % comparativement au bénéfice net de 15,1 millions \$ du trimestre correspondant de 2010 et de 340,2 % par rapport au bénéfice net de 9,7 millions \$ du trimestre précédent. Le résultat par action (RPA) dilué pour le T3/11 a été de 0,51 \$, contre 0,27 \$ au trimestre correspondant de 2010 et 0,12 \$ au trimestre précédent.

«Les résultats record du trimestre sont annonciateurs du potentiel de bénéfices de nos activités élargies sur les marchés des capitaux mondiaux. D'une part, notre équipe de financement de sociétés était bien positionnée pour tirer profit de l'amélioration du contexte des activités de prise ferme et, d'autre part, les produits tirés de nos activités de consultation ont bondi de près de 300 % par rapport à la période correspondante de 2009, a indiqué Paul Reynolds, président et chef de la direction de Financière Canaccord Inc. L'ensemble des activités de Canaccord ont contribué aux excellents résultats que nous avons dégagés ce trimestre, ce qui témoigne des capacités de nos employés et de la force de notre plateforme mondiale intégrée.»

COMPARAISON DU TROISIÈME TRIMESTRE DE 2011 AVEC LE TROISIÈME TRIMESTRE DE 2010

- Produits de 254,8 millions \$, en hausse de 47,1 %, ou 81,6 millions \$, par rapport à 173,2 millions \$
- Charges de 193,3 millions \$, en hausse de 28,1 %, ou 42,4 millions \$, en regard de 150,9 millions \$
- Bénéfice net de 42,7 millions \$, en hausse de 182,6 %, ou 27,6 millions \$, comparativement à 15,1 millions \$
- Rendement des capitaux propres (RCP) de 24,2 %, en hausse comparativement à 15,2 %^{1,2}
- RPA dilué de 0,51 \$, contre 0,27 \$

Compte non tenu des éléments de la charge liée aux acquisitions^{1,3}

- Charges de 190,6 millions \$, en hausse de 26,3 %, ou 39,7 millions \$, en regard de 150,9 millions \$
- Bénéfice net de 45,3 millions \$, en hausse de 199,8 %, ou 30,2 millions \$, comparativement à 15,1 millions \$
- RCP de 25,1 %, en hausse comparativement à 15,2 %^{1,2,4}
- RPA dilué de 0,54 \$, contre 0,27 \$

COMPARAISON DU TROISIÈME TRIMESTRE DE 2011 AVEC LE DEUXIÈME TRIMESTRE DE 2011

- Produits de 254,8 millions \$, en hausse de 70,7 %, ou 105,5 millions \$, par rapport à 149,3 millions \$
- Charges de 193,3 millions \$, en hausse de 42,9 %, ou 58,0 millions \$, en regard de 135,3 millions \$
- Bénéfice net de 42,7 millions \$, en hausse de 340,2 %, ou 33,0 millions \$, comparativement à 9,7 millions \$
- RCP de 24,2 %, en hausse comparativement à 5,7 %^{1,2}
- RPA dilué de 0,51 \$, contre 0,12 \$ au deuxième trimestre de 2011

Compte non tenu des éléments de la charge liée aux acquisitions^{1,3}

- Charges de 190,6 millions \$, en hausse de 42,8 %, ou 57,1 millions \$, en regard de 133,5 millions \$
- Bénéfice net de 45,3 millions \$, en hausse de 293,9 %, ou 33,8 millions \$, comparativement à 11,5 millions \$
- RCP de 25,1 %, en hausse comparativement à 6,7 %^{1,2,4}
- RPA dilué de 0,54 \$, contre 0,14 \$ au deuxième trimestre de 2011

1 Se reporter à la rubrique Mesures non conformes aux PCGR.

2 Le RCP est présenté sur une base annualisée. Le RCP du troisième trimestre de 2011 correspond au bénéfice net annualisé pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2010 divisé par les capitaux propres moyens. Le RCP depuis le début de l'exercice 2011 correspond au bénéfice net annualisé pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2010 divisé par les capitaux propres moyens.

3 Les éléments de la charge liée aux acquisitions découlent de l'acquisition de Marchés des capitaux Genuity et de The Balloch Group Limited. Se reporter à la rubrique Mesures non conformes aux PCGR.

4 Le RCP ne tient pas compte des éléments de la charge liée aux acquisitions. Se reporter à la rubrique Mesures non conformes aux PCGR.

TABLE DES MATIÈRES

Canaccord annonce ses résultats du troisième trimestre	1	Bilans consolidés intermédiaires	28	États de la variation des capitaux propres consolidés intermédiaires	30
Lettre aux actionnaires	4	États des résultats consolidés intermédiaires	29	États des flux de trésorerie consolidés intermédiaires	31
Rapport de gestion	6	États du résultat étendu consolidés intermédiaires	30	Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires	32

DEPUIS LE DÉBUT DE L'EXERCICE 2011 PAR RAPPORT À LA PÉRIODE CORRESPONDANTE DE 2010

(Période de neuf mois terminée le 31 décembre 2010 par rapport à la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2009)

- Produits de 556,0 millions \$, en hausse de 28,0 %, ou 121,6 millions \$, par rapport à 434,4 millions \$
- Charges de 473,4 millions \$, en hausse de 21,9 %, ou 85,2 millions \$, en regard de 388,2 millions \$
- Bénéfice net de 57,3 millions \$, en hausse de 85,0 %, ou 26,3 millions \$, comparativement à 31,0 millions \$
- RCP de 11,2 %, en hausse comparativement à 10,6 %^{1,2}
- RPA dilué de 0,71 \$, contre 0,56 \$ à la période correspondante de l'exercice précédent

Compte non tenu des éléments de la charge liée aux acquisitions^{1,3}

- Charges de 456,4 millions \$, en hausse de 17,6 %, ou 68,2 millions \$, en regard de 388,2 millions \$
- Bénéfice net de 70,7 millions \$, en hausse de 128,4 %, ou 39,7 millions \$, comparativement à 31,0 millions \$
- RCP de 14,0 %, en hausse comparativement à 10,6 %^{1,2,4}
- RPA dilué de 0,87 \$, contre 0,56 \$ à la période correspondante de l'exercice précédent

SITUATION FINANCIÈRE À LA FIN DU TROISIÈME TRIMESTRE DE 2011 PAR RAPPORT AU TROISIÈME TRIMESTRE DE 2010

- Solde de la trésorerie et des équivalents de trésorerie de 713,1 millions \$, en baisse de 69,5 millions \$ par rapport à 782,6 millions \$
- Fonds de roulement en hausse de 60,9 millions \$, passant de 327,0 millions \$ à 387,9 millions \$
- Total des capitaux propres de 723,6 millions \$, en hausse de 322,9 millions \$ par rapport à 400,7 millions \$
- Valeur comptable par action ordinaire (nombre dilué) de 8,42 \$ à la fin de la période, en hausse de 20,3 %, ou 1,42 \$, en regard de 7,00 \$¹
- Le 9 février 2011, le conseil d'administration a approuvé un dividende trimestriel de 0,075 \$ par action payable le 15 mars 2011 aux actionnaires inscrits le 4 mars 2011.

SOMMAIRE D'EXPLOITATION

Non sectoriel et autres

- Le 22 novembre 2010, Canaccord a annoncé l'acquisition de The Balloch Group Limited, une société indépendante de premier plan offrant des services de financement de sociétés en Chine, et la conclusion d'une entente stratégique avec l'Export-Import Bank of China («China Eximbank»).
- Pour Canaccord, ces initiatives représentent une importante percée des marchés asiatiques qui permet à la Société d'accroître ses capacités mondiales et les services offerts aux clients, tout en tirant parti de son excellente expertise sectorielle, particulièrement dans les secteurs des mines, de l'énergie, des sciences de la vie et des technologies propres.
- L'entente conclue entre Canaccord et la China Eximbank améliorera la capacité des clients en Chine d'étendre leurs activités à l'échelle internationale et facilitera l'accès au financement par emprunts en Chine des clients internationaux.

Marchés des capitaux

- Canaccord Genuity a dirigé 44 opérations à l'échelle internationale pour mobiliser un produit total de 1,6 milliard \$⁵ au cours du T3/11.
- Canaccord Genuity a participé à un total de 138 opérations à l'échelle internationale, mobilisant un produit total de 3,8 milliards \$⁵ au cours du T3/11.
- Au cours du T3/11, Canaccord Genuity a dirigé ou codirigé les opérations suivantes :
 - une opération de 347,6 millions \$ CA pour Eastern Platinum Limited à la Bourse de Toronto
 - une opération de 208,4 millions \$ US pour Northern Oil & Gas Inc. à l'AMEX
 - une opération de 206,3 millions £ pour Rockhopper Exploration Plc. à l'AIM
 - une opération de 184,1 millions \$ CA pour Baja Mining Corp. à la Bourse de Toronto
 - une opération de 162,8 millions \$ CA pour Air Canada à la Bourse de Toronto
 - une opération de 130,0 millions \$ CA pour Canadian Overseas Petroleum Ltd. à la Bourse de croissance TSX
 - une opération de 116,0 millions \$ CA pour Artis Real Estate Investment Trust à la Bourse de Toronto
 - une opération de 86,3 millions \$ CA pour Pinecrest Energy Inc. à la Bourse de croissance TSX
 - une opération de 86,3 millions \$ US pour Golden Minerals Company à la Bourse de Toronto
 - une opération de 76,0 millions \$ US pour NxStage Medical Inc. sur le NASDAQ
 - une opération de 74,8 millions \$ CA pour International Tower Hill Mines Ltd. à la Bourse de Toronto
 - une opération de 60,8 millions \$ US pour Aveo Pharmaceuticals Inc. sur le NASDAQ
 - une opération de 55,0 millions \$ US pour IMRIS Inc. sur le NASDAQ
 - une opération de 53,9 millions \$ CA pour Orezone Gold Corporation à la Bourse de Toronto
 - une opération de 50,9 millions \$ CA pour P1 Energy Corp. (non inscrite en Bourse)
 - une opération de 50,0 millions \$ CA pour Exeter Resources Corporation à la Bourse de Toronto
 - une opération de 47,2 millions \$ CA pour Alexco Resource Corp. à la Bourse de Toronto
 - une opération de 46,0 millions \$ CA pour Fortuna Silver Minds Inc. à la Bourse de Toronto
 - une opération de 43,0 millions \$ US pour Petroneft Resources Plc. à l'AIM
 - une opération de 41,6 millions \$ US pour Insulet Corporation sur le NASDAQ
- Canaccord Genuity a comptabilisé des produits tirés des services de consultation de 25,2 millions \$ au cours du T3/11, soit un bond de 298,6 % comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

1 Se reporter à la rubrique Mesures non conformes aux PCGR.

2 Le RCP est présenté sur une base annualisée. Le RCP du troisième trimestre de 2011 correspond au bénéfice net annualisé pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2010 divisé par les capitaux propres moyens. Le RCP depuis le début de l'exercice 2011 correspond au bénéfice net annualisé pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2010 divisé par les capitaux propres moyens.

3 Les éléments de la charge liée aux acquisitions découlent de l'acquisition de Marchés des capitaux Genuity et de The Balloch Group Limited. Se reporter à la rubrique Mesures non conformes aux PCGR.

4 Le RCP ne tient pas compte des éléments de la charge liée aux acquisitions. Se reporter à la rubrique Mesures non conformes aux PCGR.

5 Source : Placement Tracker. Comprend des placements pour des sociétés constituées au Canada et aux États-Unis.

- Au cours du T3/11, Canaccord Genuity a été conseiller dans le cadre des opérations de fusions et acquisitions suivantes :
 - *conseiller de Nellix, Inc. dans le cadre de l'acquisition d'Endologix Inc.*
 - *conseiller de Skana Capital Corp. dans le cadre de sa fusion avec MNEA Hydrocarbons Inc.*
 - *conseiller d'Avenir Diversified Income Trust dans le cadre de l'acquisition de Great Plains Exploration Inc.*
 - *conseiller de Pacific Equity Partners dans le cadre de l'acquisition des activités de services aux émetteurs de CIBC Mellon*
 - *conseiller de Dragonwave Inc. dans le cadre de l'acquisition d'Axerra Networks Inc.*
 - *conseiller de Francisco Partners LP dans le cadre de l'acquisition de Source Photonics Inc.*
 - *conseiller de Parkbridge Lifestyle Communities Inc. dans le cadre de son acquisition par British Columbia Investment Management Corporation*
- Canaccord Genuity a agi au nom du comité ad hoc des porteurs de billets non garantis d'Abitibi-Consolidated Inc. et al. dans le cadre de la restructuration d'une dette de 4,0 milliards \$ en vertu de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* (Canada), qui s'est terminée au cours du trimestre.
- Canaccord Genuity a réalisé quatre opérations de placement privé d'actions (PPA) en Amérique du Nord, ce qui lui a permis de mobiliser un produit de 207,4 millions \$ US au T3/11⁵.
- En octobre 2010, Canaccord Genuity a ouvert un bureau à Minneapolis, au Minnesota, soit le sixième bureau de Canaccord aux États-Unis.

Gestion du patrimoine

- Au T3/11, Gestion du patrimoine Canaccord a inscrit un bénéfice net avant impôts de 9,0 millions \$, ce qui signifie que la division a été rentable au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2011.
- Actifs sous administration de 16,0 milliards \$, en hausse de 31,1 % par rapport à 12,2 milliards \$ à la fin du T3/10 et de 15,1 % par rapport à 13,9 milliards \$ à la fin du T2/11¹
- Actifs sous gestion de 514 millions \$, en hausse de 21,5 % par rapport à 423 millions \$ à la fin du T3/10 et de 8,7 % par rapport à 473 millions \$ à la fin du T2/11¹
- Au 31 décembre 2010, Canaccord avait 272 équipes de conseillers⁶, en baisse de 55 par rapport à 327 équipes de conseillers au 31 décembre 2009 et de 8 par rapport à 280 équipes de conseillers au 30 septembre 2010.
 - Cette baisse est en grande partie attribuable à l'examen stratégique de notre division de gestion du patrimoine qui est en cours ainsi qu'à la conversion de succursales à la plateforme de gestion du patrimoine indépendante, faisant en sorte que chaque succursale est dirigée par un conseiller en placement et représente une équipe de conseillers en placement.
- Le 1^{er} novembre 2010, la succursale de Gestion du patrimoine Canaccord située à Prince George, en Colombie-Britannique, a été convertie à la plateforme de gestion du patrimoine indépendante.
- Le 30 novembre 2010, une nouvelle succursale Gestion du patrimoine Canaccord située à Calgary, en Alberta, a adopté la plateforme de gestion du patrimoine indépendante.

Événements survenus après le 31 décembre 2010

- Le 17 janvier 2011, Canaccord a conclu l'acquisition de The Balloch Group Limited. Les activités de Canaccord en Asie ont été lancées sous la bannière Canaccord Genuity Asia Limited.
- Le 17 janvier 2011, Financière Canaccord Inc. a accueilli M. Howard Balloch au sein de son conseil d'administration.
 - Fondateur et ancien président de The Balloch Group Limited, M. Balloch agit maintenant à titre de président du conseil d'administration de Canaccord Genuity Asia Limited.
- Le 1^{er} janvier 2011, la succursale de Gestion du patrimoine Canaccord située à Simcoe, en Ontario, a été convertie à la plateforme de gestion du patrimoine indépendante.
- Le 21 janvier 2011, une nouvelle succursale de Gestion du patrimoine Canaccord située à Burlington, en Ontario, a adopté la plateforme de gestion du patrimoine indépendante.
- Gestion du patrimoine Canaccord compte maintenant 31 succursales au Canada, dont 15 utilisent la plateforme de gestion du patrimoine indépendante.

Mesures non conformes aux PCGR

Les mesures non conformes aux PCGR présentées incluent les actifs sous administration, les actifs sous gestion, la valeur comptable par action ordinaire (nombre dilué), le rendement des capitaux propres et des chiffres ne tenant pas compte des éléments de la charge liée aux acquisitions. La direction est d'avis que ces mesures non conformes aux PCGR permettront une meilleure évaluation du rendement des activités de Canaccord et favoriseront une comparaison significative des résultats de la période considérée avec ceux des périodes antérieures et futures. Les chiffres présentés compte non tenu des éléments de la charge liée aux acquisitions fournissent des renseignements utiles en excluant certains éléments qui pourraient ne pas être représentatifs des résultats d'exploitation de base de Canaccord. Il existe une restriction à l'utilisation de ces chiffres présentés compte non tenu des éléments de la charge liée aux acquisitions, puisque les incidences comptables des éléments de la charge liée aux acquisitions selon les PCGR reflètent effectivement les résultats financiers sous-jacents des activités de Canaccord, et ces incidences ne doivent pas être négligées dans l'évaluation et l'analyse des résultats financiers de Canaccord. Par conséquent, la direction estime que les mesures conformes aux PCGR du rendement financier de Canaccord et les mesures respectives non conformes aux PCGR du rendement financier doivent être parallèlement prises en compte.

Les éléments de la charge liée aux acquisitions du troisième trimestre de 2011 comprennent des coûts de 1,8 million \$ engagés dans le cadre de l'acquisition de The Balloch Group Limited et l'amortissement d'actifs incorporels de 0,9 million \$ relatifs à l'acquisition de Marchés des capitaux Genuity. Les éléments de la charge liée aux acquisitions de la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2010 comprennent les coûts liés aux acquisitions de 11,0 millions \$, l'amortissement des actifs incorporels de 4,2 millions \$ relatifs à l'acquisition de Marchés des capitaux Genuity et des coûts de 1,8 million \$ engagés dans le cadre de l'acquisition de The Balloch Group Limited.

¹ Se reporter à la rubrique Mesures non conformes aux PCGR.

⁵ Source : Placement Tracker. Comprend des placements pour des sociétés constituées au Canada et aux États-Unis.

⁶ Les équipes de conseillers comprennent normalement un ou plusieurs conseillers en placement et leurs assistants et adjoints, qui gèrent un ensemble commun de comptes clients. Les équipes de conseillers en placement qui sont dirigées par un conseiller en placement ou constituées d'un seul conseiller en placement détenant son permis depuis moins de trois ans sont exclues du nombre de nos équipes de conseillers, car il faut habituellement environ trois ans à un nouveau conseiller en placement pour se constituer un portefeuille de taille moyenne.

LETTRE AUX ACTIONNAIRES

Au troisième trimestre, nous avons poursuivi notre lancée amorcée en septembre, ce qui nous a aidé à considérablement accroître notre chiffre d'affaires et à dégager un rendement financier record. Si les conditions de marché améliorées au cours des trois derniers mois de l'année civile 2010 ont stimulé le secteur en général, les activités de nos clients et nos produits ont affiché une croissance encore plus marquée, attisée en grande partie par la combinaison des principales forces et des relations clients de Canaccord et de Genuity. Nous nous attendions à ce que l'atteinte du plein potentiel des avantages et des bénéfices découlant de l'acquisition réalisée en avril prenne un certain temps; nous sommes toutefois d'avis que le rendement affiché ce trimestre est annonciateur de ce que notre équipe élargie des marchés des capitaux est en mesure d'accomplir.

Nous avons produit un bénéfice net record de 42,7 millions \$ pour le trimestre, résultat de la croissance de notre chiffre d'affaires et des efforts soutenus pour améliorer notre efficacité opérationnelle. S'établissant à 254,8 millions \$, les produits pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2010 ont atteint un sommet, en hausse de 70 % par rapport au T2/11 et de 47 % en regard du trimestre correspondant de l'exercice précédent. Des honoraires de prise ferme et de consultation robustes et une recrudescence des activités des clients dans le secteur Gestion du patrimoine ont stimulé la croissance des produits au cours du trimestre. Nos charges s'élevant à 193,3 millions \$ ont augmenté de pair avec nos activités; toutefois, notre levier d'exploitation s'est considérablement accru comparativement au dernier trimestre et au trimestre correspondant de l'exercice 2010.

Le résultat dilué par action pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2010 a été de 0,54 \$, soit un bond de 286 % par rapport au dernier trimestre et de 100 % en regard du trimestre correspondant de l'exercice précédent, compte non tenu des charges liées aux acquisitions. Ces charges comprennent un montant de 1,8 million \$ lié à la récente expansion de Canaccord en Asie par l'acquisition de The Balloch Group Limited (TBG) et un montant de 0,9 million \$ relatif à l'amortissement d'actifs incorporels engagés dans le cadre de l'acquisition de Marchés des capitaux Genuity. Selon les PCGR, le résultat dilué par action a été de 0,51 \$, en hausse de 325 % comparativement au T2/11 et de 89 % par rapport au trimestre correspondant de 2010.

S'établissant à 24,2 %, le rendement des capitaux propres (RCP) annualisé dégagé au T3/11 correspond à nos attentes compte tenu des niveaux actuels d'activité. Il s'agit d'une augmentation notable en regard des trimestres précédents, et d'un RCP supérieur à la cible de 20 % fixée pour la Société pour un exercice complet. Compte non tenu de tous les éléments de la charge liée aux acquisitions, le RCP annualisé a été de 25,1 % pour le trimestre et de 14,0 % pour les neuf premiers mois de l'exercice.

Notre bilan solide et le contexte d'affaires grandement amélioré ont joué un rôle important dans la décision du conseil d'augmenter le dividende trimestriel, le faisant passer à 0,075 \$ au troisième trimestre. Bien que nous soyons satisfaits du rendement récent de la Société et que nous continuions d'afficher un optimisme prudent dans nos prévisions pour le prochain exercice, nous demeurons engagés à attribuer les capitaux de façon à créer une valeur optimale à long terme pour nos actionnaires. L'investissement dans des projets et des initiatives qui nous permettent d'étendre nos activités à de nouveaux marchés ou d'augmenter notre part de marché actuelle demeure une priorité.

CANACCORD GENUITY

La force de notre équipe mondiale des marchés des capitaux a réellement été démontrée ce trimestre, l'ensemble de nos régions géographiques et de nos activités sur les marchés des capitaux ayant contribué de façon notable aux produits et aux bénéfices. Canaccord Genuity a généré des produits de 177,8 millions \$ au T3/11, en hausse de 83 % en regard du trimestre précédent et de 53 % comparativement au trimestre correspondant de 2010. L'efficacité opérationnelle du secteur s'est accrue au même rythme que les produits. Les faibles ratios des charges par rapport aux produits du trimestre ont contribué considérablement à l'amélioration des marges d'exploitation de Canaccord Genuity. Le bénéfice net avant impôts sur les bénéfices du secteur s'est inscrit à 55,9 millions \$, soit une hausse de 239 % par rapport au dernier trimestre et de plus de 100 % en regard du T3/10.

L'activité soutenue des clients du secteur des ressources amorcée au trimestre précédent s'est poursuivie. Nous avons dirigé ou codirigé plusieurs opérations d'envergure pour des sociétés des secteurs des mines et de l'énergie, les plus importantes étant un placement de 347,6 millions \$ CA pour Eastern Platinum Limited à la Bourse de Toronto, une opération de 208,4 millions \$ US pour Northern Oil & Gas à l'AMEX et une opération de 206,3 millions £ pour Rockhopper Exploration à l'AIM. Il est intéressant de mentionner que ces placements ont tous été initiés dans des régions géographiques différentes, ce qui témoigne des capacités qui forgent la réputation de Canaccord Genuity à l'échelle mondiale.

Si le cycle favorable des marchandises continue de fournir de nombreuses occasions de tirer parti de notre expertise dans le secteur des ressources, l'étendue de notre équipe élargie des marchés des capitaux est mise en évidence par la variété de secteurs où nous dirigeons des opérations. Au Canada, notre équipe des marchés des capitaux a dirigé ou codirigé un nombre remarquable de 43 opérations de placement ou de placement privé de plus de 1,5 million \$ au cours du trimestre, dont un placement de 162,8 millions \$ pour Air Canada, faisant lui aussi ressortir la force que nous tirons de la combinaison des compétences et des relations de notre nouvelle équipe de Canaccord Genuity. En outre, parmi les cinq opérations de plus de 50 millions \$ dirigées ou codirigées par notre équipe aux États-Unis au cours du trimestre, trois ont été réalisées pour le compte de sociétés du secteur des soins de santé. En effet, au cours de l'année civile 2010, nous avons participé à plus d'opérations dans les secteurs des sciences de la vie et des technologies médicales aux États-Unis que toute autre banque d'investissement, plaçant clairement Canaccord Genuity parmi les chefs de file reconnus de cet important secteur.

L'augmentation considérable des honoraires de consultation enregistrée ce trimestre révèle le potentiel de bénéfices de notre équipe élargie de fusions et acquisitions et de restructuration. S'établissant à 25,2 millions \$, les honoraires de consultation ont presque doublé par rapport au dernier trimestre et ont bondi de 299 % en regard du trimestre correspondant de 2010. Il faut du temps pour décrocher et conclure des mandats de consultation, et nos résultats du trimestre donnent un aperçu du niveau d'activité des clients auquel nous devrions nous attendre dans des conditions de marché favorables. Soulignons que Canaccord Genuity a été conseiller de Parkbridge Lifestyle Communities Inc. pour son acquisition par British Columbia Investment Management Corporation, de Pacific Equity Partners relativement à l'acquisition des activités de services aux émetteurs de CIBC Mellon, et de Francisco Partners LP dans le cadre de l'acquisition de Source Photonics Inc. Au cours du trimestre, nous avons aussi été très heureux de réaliser notre premier mandat de restructuration depuis l'acquisition de Genuity, agissant au nom des détenteurs de billets non garantis d'Abitibi-Consolidated Inc. lors de la restructuration d'une dette de 4 milliards \$ en vertu d'une protection contre les créanciers.

GESTION DU PATRIMOINE CANACCORD

L'activité des clients dans le secteur Gestion du patrimoine Canaccord s'est intensifiée à mesure que les marchés s'amélioraient. En plus de nos efforts soutenus pour accroître l'efficacité opérationnelle du secteur, cette activité accrue a été un important catalyseur, le secteur ayant produit son premier trimestre rentable depuis la crise financière. Le bénéfice net s'établissant à 9,0 millions \$ au T3/11, le secteur est désormais rentable pour les neuf premiers mois de l'exercice 2011 et continue de progresser à un rythme soutenu.

Les activités de notre équipe de gestion du patrimoine ont généré des produits de 68,6 millions \$ pour le trimestre, entièrement grâce à l'ardeur au travail et au dévouement de nos conseillers en placement et à leur capacité à recenser des possibilités fructueuses pour les particuliers.

Au 31 décembre 2010, les actifs sous administration de Gestion du patrimoine Canaccord totalisaient 16,0 milliards \$, en hausse de 31 % comparativement au trimestre correspondant de 2010. À ce niveau, nous estimons avoir pris un virage, disposant maintenant d'une base d'actifs appropriée pour générer une valeur optimale pour les actionnaires du secteur. Bien que nous continuions d'évaluer les occasions d'améliorer nos services clients et d'étendre notre plateforme de gestion du patrimoine, nous avons des raisons de croire que ce secteur contribuera plus régulièrement à nos résultats dans les trimestres à venir.

ÉTENDRE NOTRE PLATEFORME MONDIALE

Le 17 janvier dernier, nous avons lancé Canaccord Genuity Asia par suite de la conclusion de l'acquisition de TBG, société de premier plan offrant des services de financement de sociétés en Chine. Cette expansion d'envergure nous offre d'importantes occasions de répondre au besoin d'expertise grandissant dans la région, dans de nombreux secteurs où Canaccord Genuity exerce un leadership de marché, notamment les secteurs des mines, de l'énergie, des sciences de la vie et des technologies propres. En novembre, nous avons aussi annoncé la conclusion d'une entente stratégique avec l'Export-Import Bank of China. Grâce à ces initiatives, nos clients en Chine et nos clients internationaux pourront tirer parti de nombre de nouvelles possibilités d'étendre leurs activités en ayant accès au financement par emprunts en Chine.

Par suite de l'acquisition de TBG, nous avons accueilli quelque 40 nouveaux employés au sein de l'équipe mondiale de Canaccord Genuity. Nous sommes aussi très heureux d'accueillir le plus récent membre du conseil d'administration, Howard Balloch. Ancien président de TBG, M. Balloch apporte une vaste connaissance du marché asiatique, ainsi que d'importantes relations avec les parties prenantes de la région.

L'intégration de nos nouveaux bureaux en Chine est pratiquement terminée, et, déjà, d'excellentes possibilités se présentent à nous dans ce marché. Je suis enthousiaste à l'idée de partager nos réalisations en Asie dans les trimestres à venir.

PERSPECTIVES

Les conditions de marché actuelles offrent de nombreuses occasions de tirer parti de nos activités existantes pour obtenir de nouveaux clients et accroître notre part de marché. Elles révèlent également nombre de nouvelles possibilités de développement des affaires qui, dans les bonnes conditions, pourraient nous permettre d'étendre nos services et notre empreinte mondiale.

Bien que les acquisitions stratégiques soient la pierre angulaire du développement de notre Société, les piliers du succès de Canaccord ont toujours été la qualité de nos gens et la force de nos idées. Dans cette optique, nous nous consacrons sans cesse au recensement de possibilités qui sont stratégiquement complémentaires à nos activités existantes, culturellement compatibles avec notre équipe mondiale intégrée et essentielles pour générer une valeur à long terme pour nos actionnaires.



PAUL D. REYNOLDS

Président et chef de la direction

RAPPORT DE GESTION

Troisième trimestre de l'exercice 2011, périodes de trois mois et de neuf mois terminées le 31 décembre 2010 – document daté du 10 février 2011

Le rapport de gestion suivant de Financière Canaccord Inc. («Canaccord» ou la «Société») vise à aider le lecteur à évaluer les changements importants survenus dans notre situation financière et les résultats d'exploitation des périodes de trois mois et de neuf mois terminées le 31 décembre 2010 par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Dans l'analyse qui suit, les périodes de trois mois et de neuf mois terminées le 31 décembre 2010 sont aussi désignées par les termes «troisième trimestre de 2011», «T3/11», «troisième trimestre de l'exercice 2011» et «depuis le début de l'exercice 2011». Le rapport de gestion doit être lu avec les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés pour les périodes de trois mois et de neuf mois terminées le 31 décembre 2010, qui commencent à la page 28 du présent rapport, la notice annuelle datée du 19 mai 2010 et le rapport de gestion annuel de 2010, y compris les états financiers consolidés vérifiés pour l'exercice terminé le 31 mars 2010 («états financiers consolidés annuels vérifiés»), qui se trouvent dans le rapport annuel de Canaccord daté du 19 mai 2010 («rapport annuel»). Aucune modification importante n'a été apportée à l'information qui figure dans le rapport de gestion annuel pour l'exercice 2010, sauf indication contraire dans le présent rapport de gestion. L'information financière de Canaccord est exprimée en dollars canadiens, à moins d'indication contraire. L'information financière présentée dans le présent document est préparée selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada, à moins d'indication contraire. Le présent rapport de gestion est fondé sur les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés et les états financiers consolidés annuels vérifiés préparés selon les PCGR du Canada.

MISE EN GARDE CONCERNANT LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Le présent document contient certains énoncés prospectifs. Ces énoncés ont trait à des événements futurs ou au rendement futur, et ils reflètent les attentes ou les croyances de la direction à l'égard des événements futurs, dont la situation des affaires et la conjoncture économique, et de la croissance, des résultats d'exploitation, du rendement et des perspectives et possibilités d'affaires de Canaccord. Ces énoncés prospectifs reflètent les croyances actuelles de la direction et reposent sur des renseignements dont elle dispose actuellement. Dans certains cas, l'utilisation de termes tels que «peut», «sera», «devrait», «prévoir», «projeter», «anticiper», «croire», «estimer», «prédire», «éventuel», «continuer», «cible», «avoir l'intention de», «entendre» ou l'utilisation négative de ces expressions ou d'autres expressions semblables indiquent des énoncés prospectifs. Par nature, les énoncés prospectifs comportent des incertitudes et risques généraux et particuliers inhérents, et plusieurs facteurs pourraient faire en sorte que les faits ou les résultats réels diffèrent considérablement de ceux dont il est question dans les énoncés prospectifs. Lorsqu'ils évaluent ces énoncés, les lecteurs devraient expressément tenir compte de divers facteurs qui peuvent faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des énoncés prospectifs. Ces facteurs comprennent, sans toutefois s'y limiter, les conditions du marché et la conjoncture économique, la nature du secteur des services financiers et les risques et incertitudes décrits de temps à autre dans les états financiers consolidés intermédiaires et annuels de Canaccord ainsi que dans son rapport annuel et sa notice annuelle déposés à l'adresse www.sedar.com. Ces énoncés prospectifs sont faits en date du présent rapport et ne seront pas mis à jour ou révisés, à moins que les lois applicables l'exigent.

MESURES NON CONFORMES AUX PCGR

Certaines mesures non conformes aux PCGR sont utilisées par Canaccord comme mesures du rendement financier. Les mesures non conformes aux PCGR n'ont pas de signification normalisée prescrite par les PCGR et ne sont donc pas comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés.

Le capital de Canaccord est représenté par les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et, par conséquent, la direction se sert du rendement des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires (RCP) comme mesure du rendement. La Société utilise également comme mesure du rendement la valeur comptable par action ordinaire (nombre dilué) qui correspond au total des capitaux propres divisé par le nombre dilué d'actions en circulation.

Les actifs sous administration (ASA) et les actifs sous gestion (ASG) représentent des mesures des biens des clients non conformes aux PCGR, qui sont communes aux aspects de la gestion du patrimoine du secteur Services aux particuliers. Les ASA représentent la valeur marchande des biens des clients qui sont administrés par Canaccord et dont elle tire des commissions ou des honoraires. Cette mesure englobe les fonds détenus dans des comptes clients de même que la valeur marchande globale de positions acheteur et vendeur sur titres. La méthode qu'emploie Canaccord pour calculer les ASA peut différer des méthodes utilisées par d'autres sociétés et, par conséquent, pourrait ne pas être comparable à celle d'autres sociétés. La direction utilise cette mesure pour évaluer le rendement opérationnel du secteur Gestion du patrimoine Canaccord. Les ASG comprennent tous les actifs gérés de manière discrétionnaire dans le cadre de nos programmes généralement appelés *Programme de conseils en placement CC et Compte géré CC*. Les services fournis comprennent la sélection des placements et la prestation de conseils en placement. Les ASG sont également administrés par Canaccord et sont inclus dans les ASA.

Les éléments tirés des états financiers qui ne comprennent pas les éléments de la charge liée aux acquisitions sont des mesures non conformes aux PCGR. Les éléments de la charge liée aux acquisitions comprennent les coûts d'acquisition et l'amortissement des actifs incorporels liés à l'acquisition de Marchés des capitaux Genuity («Genuity») et de The Balloch Group Limited («TBG»).

Les mesures non conformes aux PCGR présentées incluent les actifs sous administration, les actifs sous gestion, la valeur comptable par action ordinaire (nombre dilué), le rendement des capitaux propres et des chiffres ne tenant pas compte des éléments de la charge liée aux acquisitions. La direction est d'avis que ces mesures non conformes aux PCGR permettront une meilleure évaluation du rendement des activités de Canaccord et favoriseront une comparaison significative des résultats de la période considérée avec ceux des périodes antérieures et futures. Les chiffres présentés compte non tenu des éléments de la

charge liée aux acquisitions fournissent des renseignements utiles en excluant certains éléments qui pourraient ne pas être représentatifs des résultats d'exploitation de base de Canaccord. Il existe une restriction à l'utilisation de ces chiffres présentés compte non tenu des éléments de la charge liée aux acquisitions, puisque les incidences comptables des éléments de la charge liée aux acquisitions selon les PCGR reflètent effectivement les résultats financiers sous-jacents des activités de Canaccord, et ces incidences ne doivent pas être négligées dans l'évaluation et l'analyse des résultats financiers de Canaccord. Par conséquent, la direction estime que les mesures conformes aux PCGR du rendement financier de Canaccord et les mesures respectives non conformes aux PCGR du rendement financier doivent être parallèlement prises en compte.

VUE D'ENSEMBLE DE NOS ACTIVITÉS

Par l'entremise de ses principales filiales, Canaccord est une entreprise de services financiers de plein exercice indépendante et de premier plan, qui exerce ses activités dans deux des principaux segments du secteur des valeurs mobilières : la gestion du patrimoine et les marchés des capitaux mondiaux. Depuis sa création en 1950, Canaccord est mue par un engagement indéfectible à bâtir des relations clients durables. Nous y parvenons en générant de la valeur par des solutions de placement, des services de courtage et des services de financement de sociétés complets pour notre clientèle constituée de particuliers, d'institutions et de sociétés. Canaccord exploite 41 bureaux à l'échelle mondiale, dont 31 bureaux Gestion du patrimoine situés au Canada. Canaccord Genuity, la division internationale des marchés des capitaux, mène des activités au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni, en Chine et à la Barbade.

Canaccord est cotée sous le symbole CF à la Bourse de Toronto et sous le symbole CF. à l'AIM, branche de la Bourse de Londres.

Nos activités sont directement liées à la situation générale sur les marchés boursiers nord-américains et européens, y compris les variations saisonnières.

Environnement d'affaires

La confiance accrue à l'égard d'une reprise cyclique durable a permis de terminer l'année 2010 sur une note optimiste. Les données économiques ont commencé à démontrer que les pays du G7 en général, et en particulier les États-Unis, émergent de leur soi-disant « passage à vide ». Entre-temps, de nombreux pays en développement ont continué d'enregistrer une croissance économique soutenue, soulevant des préoccupations à l'égard de l'incidence des politiques de ces pays pour répondre à la hausse des valeurs d'actif ainsi qu'aux pressions inflationnistes généralisées sur les salaires et les prix dans les marchés émergents, particulièrement en Chine.

Bien que les craintes d'une récession à double creux se soient pratiquement calmées en Amérique du Nord, la plupart des économies développées génèrent encore de bas niveaux d'activité et fonctionnent bien en deçà de leur capacité. Les mesures de relance des pays du G7 sont donc demeurées la norme dans le contexte de la deuxième série de mesures d'assouplissement quantitatif tant attendue lancées par la Réserve fédérale américaine. Ce programme, communément appelé QE2, a été considéré comme étant la mesure la plus dynamique mise de l'avant par une économie dominante. Par ailleurs, le resserrement des politiques dans les marchés émergents s'est intensifié.

Au cours du trimestre, les marchés des capitaux, les monnaies et les marchandises sont restés volatils en raison de cette puissante combinaison de politiques. L'appétit pour des actifs risqués a augmenté à mesure que le trimestre s'écoulait; plus particulièrement, les marchés boursiers mondiaux ont repris de l'avance après un troisième trimestre difficile qui s'est clôturé sur des montées spectaculaires en décembre. Les valeurs des obligations à plus long terme émises par le gouvernement américain ont fléchi à mesure que les rendements nominaux augmentaient, reflétant à la fois des rendements réels plus élevés qui sont habituellement le fait d'une croissance économique ainsi qu'une hausse modérée des perspectives d'inflation à moyen terme. Pour la première fois depuis le début de la crise financière, les fonds d'obligations ont enregistré des retraits nets, tendance qui, le moment venu, devrait soutenir les valeurs boursières. Les marchandises et les monnaies sont restées volatiles, tandis que les pressions à la hausse sur les prix de l'or ont semblé s'atténuer à mesure que les investisseurs regagnaient confiance dans l'économie. Le prix de l'or a néanmoins semblé atteindre un plancher compte tenu des craintes à l'égard de l'inflation et des monnaies. Parallèlement, les prix des marchandises industrielles ont continué de s'affermir, balayant les craintes d'un ralentissement brutal de l'économie chinoise.

En général, ce contexte marqué par une grande liquidité, un regain de confiance et l'accroissement de l'appétit pour le risque a été positif pour les activités sur les marchés des capitaux, particulièrement pour les petits émetteurs du secteur des ressources.

À l'avenir, l'environnement devrait demeurer constructif au T4 pour les actifs risqués et les activités sur les marchés des capitaux. Il faut cependant savoir que des périodes de grande volatilité pourraient se présenter étant donné que les contrecoups géopolitiques découlant de la crise financière sont susceptibles de persister et que les écarts entre les politiques économiques de plus en plus divergentes devront être absorbés par le marché. L'instabilité au Moyen-Orient, attisée par les soulèvements et les changements possibles de régime en Tunisie et en Égypte, pourrait aussi peser sur les marchés en raison des inquiétudes relatives à la progression de l'agitation politique dans la région.

Données sur le marché

Les valeurs de financement à l'AIM ainsi qu'à la Bourse de Toronto et à la Bourse de croissance TSX ont augmenté comparativement au trimestre correspondant de 2010 et sont considérablement plus élevées qu'au trimestre précédent. Les valeurs de financement sur le NASDAQ ont enregistré une hausse marquée en regard du trimestre précédent, mais ont baissé de 31 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Dans nos principaux secteurs d'activité à la Bourse de Toronto et à la Bourse de croissance TSX, les valeurs du financement se sont accrues de 36,3 % en regard du trimestre correspondant de l'exercice précédent et ont bondi de 116,4 % par rapport au trimestre précédent. Comparativement au trimestre correspondant de 2010, le secteur minier a enregistré la plus importante hausse, et seul le secteur des technologies a reculé.

Les valeurs de financement dans l'ensemble des principaux secteurs de Canaccord ont enregistré une hausse marquée à l'AIM en regard du trimestre précédent et du trimestre correspondant de 2010.

Valeur totale du financement par Bourse

	Octobre 2010	Novembre 2010	Décembre 2010	T3/11	Variation par rapport au T3/10	Variation par rapport au T2/11
Bourse de Toronto et Bourse de croissance TSX (en milliards de \$ CA)	4,7	6,0	9,7	20,4	12,1 %	151,9
AIM (en milliards de £)	0,6	1,1	1,4	3,1	29,2 %	138,5
NASDAQ (en milliards de \$ US)	2,2	4,2	4,6	11,0	(31,3) %	35,8

Source : Statistiques de la Bourse de Toronto, statistiques de LSE AIM, Equidesk

Valeur du financement dans les secteurs d'activité pertinents sur l'AIM

(en millions de £, sauf les pourcentages)	Octobre 2010	Novembre 2010	Décembre 2010	T3/11	Variation par rapport au T3/10	Variation par rapport au T2/11
Pétrole et gaz	183,8 £	535,6 £	332,7 £	1 052,1 £	78,6 %	202,2 %
Mines	52,8	317,8	466,6	837,2	106,5 %	520,6 %
Soins de santé	4,8	12,1	46,3	63,2	4,8 %	1 189,8 %
Médias	1,3	7,7	13,7	22,7	59,9 %	548,6 %
Technologie	53,8	24,8	19,2	97,8	113,5 %	206,6 %
Total pour les secteurs pertinents	296,5 £	898,0 £	878,5 £	2 073,0 £	85,9 %	296,6 %

Source : Statistiques LSE AIM

Valeur du financement dans les secteurs d'activité pertinents à la Bourse de Toronto et à la Bourse de croissance TSX

(en millions de \$, sauf les pourcentages)	Octobre 2010	Novembre 2010	Décembre 2010	T3/11	Variation par rapport au T3/10	Variation par rapport au T2/11
Pétrole et gaz	650,0 \$	2 022,3 \$	1 383,5 \$	4 055,8 \$	12,0 %	90,7 %
Mines	1 160,1	1 883,7	2 686,3	5 730,1	75,7 %	270,4 %
Biotechnologie	–	28,7	62,6	91,3	6,9 %	84,8 %
Médias	31,5	–	–	31,5	négl.	(84,3) %
Technologie	4,9	8,4	64,9	78,2	(78,1) %	(88,7) %
Total pour les secteurs pertinents	1 846,5 \$	3 943,1 \$	4 197,3 \$	9 986,9 \$	36,3 %	116,4 %

Source : FP Infomart
négl. : négligeable**Activités de Canaccord**

Les activités de Canaccord sont divisées en deux secteurs d'affaires : Canaccord Genuity (activités sur les marchés des capitaux) et Gestion du patrimoine Canaccord. Ensemble, ces activités offrent un vaste éventail de produits bancaires de placements complémentaires, de services de courtage et de services de financement de sociétés aux institutions, aux sociétés et aux particuliers clients de Canaccord. Le secteur administratif de Canaccord est désigné sous le nom de Non sectoriel et autres.

Canaccord Genuity

Canaccord Genuity offre aux sociétés et aux institutions partout dans le monde une plateforme intégrée pour la recherche sur les actions, les ventes, la négociation et le financement de sociétés, reposant sur des activités d'envergure au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Chine.

- Les analystes en recherche de Canaccord ont une connaissance approfondie de plus de 760 sociétés dans nos secteurs cibles : mines et métaux, énergie, technologie, sciences de la vie, agriculture et fertilisants, médias et télécommunications, produits financiers, produits de consommation, immobilier, infrastructures, transport et développement durable.
- Notre bureau de vente et de négociation exécute les opérations en temps voulu pour plus de 2 000 clients institutionnels partout dans le monde et fonctionne comme une équipe intégrée sur une plateforme commune.
- Grâce à notre effectif de plus de 135 spécialistes en financement de sociétés, Canaccord Genuity fait bénéficier ses clients de sa connaissance approfondie du secteur, de sa vaste expérience des opérations sur actions et de ses services-conseils en fusions et acquisitions.

Les produits de Canaccord Genuity sont tirés des commissions et des honoraires gagnés dans le cadre des opérations de financement de sociétés, des ventes institutionnelles et des activités de négociation, ainsi que des gains et pertes de négociation provenant des activités de négociation à titre de contrepartiste et des activités internationales de négociation de Canaccord.

Gestion du patrimoine Canaccord

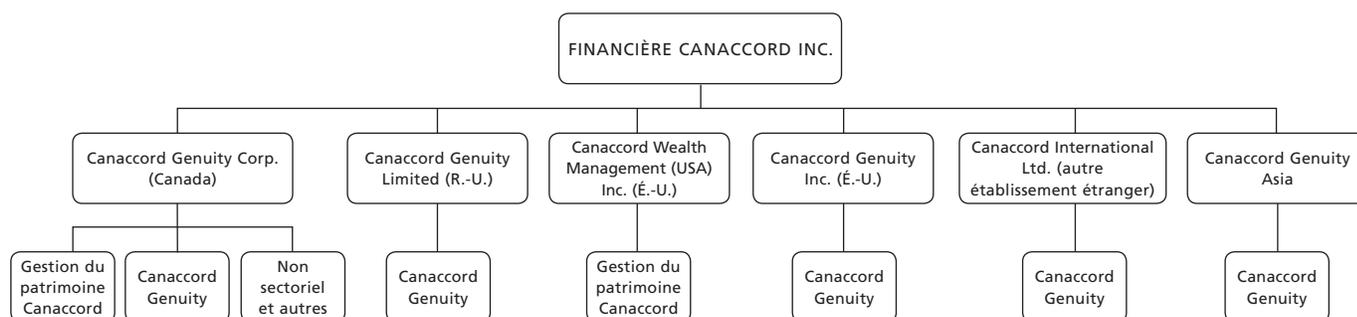
Chef de file parmi les courtiers en valeurs indépendants, Gestion du patrimoine Canaccord offre aux particuliers des solutions et des services complets de gestion du patrimoine. Nous sommes conscients que la complexité croissante de la situation financière de nombreux clients nécessite les services d'équipes de conseillers chevronnés qui peuvent proposer des idées et des services financiers personnalisés qui répondent aux besoins des clients. Bon nombre de nos conseillers en placement ont obtenu des titres professionnels supérieurs liés au secteur, tels qu'analyste financier agréé ou gestionnaire des placements agréé. Nous continuons d'offrir à nos conseillers l'aide de spécialistes en planification financière et en assurance ainsi que les technologies de pointe et des occasions de formation continue.

Les produits tirés de Gestion du patrimoine Canaccord proviennent des services classiques de courtage à la commission, de la vente de produits et de services tarifés, des intérêts sur marge et des honoraires et commissions gagnés par les équipes de conseillers relativement aux opérations de financement de sociétés et aux opérations mettant en jeu du capital de risque de particuliers.

Non sectoriel et autres

Le secteur administratif de Canaccord, désigné sous le nom Non sectoriel et autres, englobe les produits et les charges liés à la prestation de services de courtage de correspondance, les intérêts bancaires et autres intérêts créditeurs, les gains et pertes de change, et les activités qui ne sont pas précisément imputables à Canaccord Genuity ou à Gestion du patrimoine Canaccord. Ce secteur comprend également les groupes de services d'exploitation et de soutien de Canaccord, qui sont chargés des systèmes de technologie de l'information de la salle des marchés et des services administratifs, de la conformité et de la gestion des risques, de l'exploitation, des finances et de toutes les autres fonctions administratives.

Structure de l'entreprise (au 17 janvier 2011)



Note : Canaccord Genuity Asia est entrée en exploitation le 17 janvier 2011 (après le T3/11), une fois que l'acquisition de TBG et de certaines de ses filiales a été conclue.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION CONSOLIDÉSSommaire des données du troisième trimestre et depuis le début de l'exercice 2011^{1,6}

(en milliers de \$ CA, sauf les montants par action, le nombre d'employés et les pourcentages)	Trois mois terminés les 31 décembre			Variation par rapport au T3/10	Neuf mois terminés les 31 décembre			Variation par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent
	2010	2009	2008		2010	2009	2008	
Financière Canaccord Inc.								
Produits								
Commissions	87 433 \$	60 696 \$	51 473 \$	44,1 %	212 691 \$	172 780 \$	184 099 \$	23,1 %
Financement de sociétés	116 716	82 089	8 887	42,2 %	223 853	161 045	87 770	39,0 %
Honoraires de consultation	25 276	6 328	11 311	299,4 %	59 212	30 878	42 599	91,8 %
Négociation à titre de contrepartiste	10 658	15 645	3 781	(31,9) %	26 213	38 704	9 779	(32,3) %
Intérêts	7 753	3 099	9 108	150,2 %	16 333	9 696	33 171	68,5 %
Divers	6 998	5 340	2 628	31,0 %	17 734	21 301	13 307	(16,7) %
Total des produits	254 834 \$	173 197 \$	87 188 \$	47,1 %	556 036 \$	434 404 \$	370 725 \$	28,0 %
Charges								
Rémunération au rendement	127 033	93 872	43 299	35,3 %	271 947	226 301	177 003	20,2 %
Charges de personnel	14 739	14 945	12 817	(1,4) %	46 877	42 730	42 455	9,7 %
Autres charges indirectes ²	49 816	42 070	52 418	18,4 %	141 804	119 207	154 060	19,0 %
Coûts liés aux acquisitions	1 750	–	–	négl.	12 740	–	–	négl.
Ajustement à la juste valeur des titres de PCAA	–	–	6 700	–	–	–	6 700	–
Provision au titre du programme de secours à l'intention des clients	–	–	2 700	–	–	–	2 700	–
Rajustement à la juste valeur relatif au programme de secours de Canaccord	–	–	2 647	–	–	–	2 647	–
Dépréciation de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels	–	–	31 524	–	–	–	31 524	–
Frais de restructuration	–	–	7 520	–	–	–	7 520	–
Total des charges	193 338 \$	150 887 \$	159 625 \$	28,1 %	473 368 \$	388 238 \$	424 609 \$	21,9 %
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices	61 496	22 310	(72 437)	175,6 %	82 668	46 166	(53 884)	79,1 %
Bénéfice net (perte nette)	42 704	15 113	(62 378)	182,6 %	57 290	30 971	(51 317)	85,0 %
Résultat par action – dilué	0,51	0,27	(1,27)	140,2 %	0,71	0,56	(1,05)	26,8 %
Rendement des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires³								
	24,2 %	15,2 %	(64,3) %	9,0 p.p.	11,2 %	10,6 %	(18,0) %	0,6 p.p.
Dividendes par action	0,075	0,05	–	50,0 %	0,175 %	0,10	0,125	0,75 %
Valeur comptable par action ordinaire diluée								
	8,42	7,00	6,37	20,3 %				
Total de l'actif	4 569 589	2 583 857	1 679 685	76,8 %				
Total du passif	3 845 995	2 183 190	1 321 724	76,1 %				
Total des capitaux propres	723 594	400 667	357 961	80,6 %				
Nombre d'employés	1 628	1 570	1 570	3,7 %				

1 Les données sont considérées comme étant conformes aux PCGR, sauf en ce qui concerne le RCP, la valeur comptable par action ordinaire diluée, le nombre d'employés et les chiffres qui ne tiennent pas compte des éléments importants et des éléments de la charge liée aux acquisitions.

2 Désigne les frais de négociation, les frais liés aux locaux et au matériel, les frais liés aux communications et à la technologie, les intérêts, les frais d'administration, l'amortissement et les frais de développement.

3 Le RCP est présenté sur une base annualisée. Le RCP pour le troisième trimestre de 2011 correspond au bénéfice net annualisé pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2010 divisé par les capitaux propres moyens. Le RCP depuis le début de l'exercice 2011 correspond au bénéfice net annualisé pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2010 divisé par les capitaux propres moyens.

6 Les données incluent les résultats de Genuity depuis la date de clôture de l'acquisition, soit le 23 avril 2010.

p.p. : points de pourcentage
négl. : négligeable

RÉSULTATS D'EXPLOITATION CONSOLIDÉS (SUITE)**Sommaire des données du troisième trimestre et depuis le début de l'exercice 2011**

(en milliers de \$ CA, sauf les montants par action, le nombre d'employés et les pourcentages)	Trois mois terminés les 31 décembre			Variation par rapport au T3/10	Neuf mois terminés les 31 décembre			Variation par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent
	2010	2009	2008		2010	2009	2008	
Compte non tenu des éléments de la charge liée aux acquisitions^{4,5}								
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices	64 176	22 310	(21 346)	187,7 %	99 604	46 166	(2 793)	115,8 %
Bénéfice net (perte nette)	45 311	15 113	(5 104)	199,8 %	70 743	30 971	(5 181)	128,4 %
Résultat par action – dilué	0,54	0,27	(0,33)	100,0 %	0,87	0,56	(0,11)	55,4 %

4 Les éléments de la charge liée aux acquisitions du troisième trimestre de 2011 comprennent des coûts de 1,8 million \$ engagés dans le cadre de l'acquisition de TBG et l'amortissement d'actifs incorporels de 0,9 million \$ relatifs à l'acquisition de Genuity. Les éléments de la charge liée aux acquisitions de la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2010 comprennent les coûts liés aux acquisitions de 11,0 millions \$, l'amortissement des actifs incorporels de 4,2 millions \$ relatifs à l'acquisition de Genuity et des coûts de 1,8 million \$ engagés dans le cadre de l'acquisition de TBG.

5 Les éléments importants ne tiennent pas compte de l'ajustement à la juste valeur lié aux titres de PCAA, du programme de secours de Canaccord et du programme de secours à l'intention des clients, de la dépréciation de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels ni des frais de restructuration inscrits à l'exercice 2008.

p.p. : points de pourcentage

négl. : négligeable

Répartition géographique des produits pour le deuxième trimestre de l'exercice 2011¹

(en milliers de \$ CA, sauf les pourcentages)	Trois mois terminés les 31 décembre		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	Neuf mois terminés les 31 décembre		Variation par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent
	2010	2009		2010	2009	
Canada	196 906 \$	123 626 \$	59,3 %	415 317 \$	290 750 \$	42,8 %
Royaume-Uni	23 339	26 420	(11,7) %	58 122	61 120	(4,9) %
États-Unis	34 173	22 817	49,8 %	81 972	80 133	2,3 %
Autre établissement étranger	416	334	24,6 %	625	2 401	(74,0) %
Total	254 834 \$	173 197 \$	47,1 %	556 036 \$	434 404 \$	28,0 %

1 Pour obtenir une description de la répartition géographique des activités de Canaccord, se reporter à la rubrique Activités de Canaccord à la page 8.

Produits**Comparaison du troisième trimestre de 2011 avec le troisième trimestre de 2010**

Sur une base consolidée, les produits sont générés par six activités : les commissions et les honoraires liés à l'activité de placement pour compte et de gestion du patrimoine de particuliers, le financement de sociétés, les honoraires de consultation, la négociation à titre de contrepartiste, les intérêts et diverses sources. S'élevant à 254,8 millions \$, les produits pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2010 ont atteint un niveau record, marquant une hausse de 47,1 %, ou 81,6 millions \$, par rapport à la même période de l'exercice précédent.

Pour le troisième trimestre de l'exercice 2011, les produits tirés des commissions ont augmenté de 26,7 millions \$ pour s'établir à 87,4 millions \$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. L'apport de Canaccord Genuity à cette augmentation s'est chiffré à 14,8 millions \$ et celui de Gestion du patrimoine Canaccord, à 11,7 millions \$.

Les produits tirés du financement de sociétés se sont établis à 116,7 millions \$, en hausse de 34,6 millions \$, ou 42,2 %, en raison surtout d'une reprise de l'activité sur les marchés des capitaux au Canada. S'établissant à 25,3 millions \$, les produits tirés des services de consultation ont bondi de 299,4 % en regard de la période correspondante de l'exercice précédent. La robustesse des produits tirés du financement de sociétés au troisième trimestre reflète l'amélioration du contexte économique, le rendement accru de nos secteurs cibles et les produits additionnels découlant de l'acquisition de Genuity.

Les produits tirés de la négociation à titre de contrepartiste se sont inscrits à 10,7 millions \$, accusant une baisse de 5,0 millions \$, ou 31,9 %, surtout attribuable au recul des gains de négociation provenant des secteurs Revenu fixe et Gestion du patrimoine Canaccord.

Les intérêts créditeurs ont atteint 7,8 millions \$, soit une augmentation de 4,7 millions \$, ou 150,2 %, qui s'explique par des taux d'intérêt plus élevés et des intérêts créditeurs additionnels gagnés par le groupe Revenu fixe au T3/11. Les produits divers ont été de 7,0 millions \$, une hausse de 1,7 million \$, ou 31,0 %, du fait principalement de l'accroissement des gains de change réalisés pour le trimestre comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent.

Au Canada, les produits du troisième trimestre ont été de 196,9 millions \$, soit 73,3 millions \$, ou 59,3 % de plus qu'au troisième trimestre de l'exercice précédent. Les produits dégagés par nos activités canadiennes se sont accrues au T3/11 sous l'effet de la tendance positive du marché, du rendement accru de nos secteurs cibles et de l'acquisition de Genuity.

Au Royaume-Uni, les produits se sont établis à 23,3 millions \$, en baisse de 3,1 millions \$, ou 11,7 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Les produits tirés du Royaume-Uni ont légèrement fléchi sous l'effet du recul des opérations de financement de sociétés. Les produits tirés des activités de l'autre établissement étranger se sont inscrits à 0,4 million \$, soit une hausse de 0,1 million \$.

Aux États-Unis, les produits se sont élevés à 34,2 millions \$, soit 11,4 millions \$, ou 49,8 %, de plus qu'au T3/10, attisés par l'accroissement de l'activité dans les secteurs des appels publics à l'épargne et des placements privés ainsi que de la consultation.

Depuis le début de l'exercice 2011 par rapport à la période correspondante de 2010

Les produits pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2010 ont atteint 556,0 millions \$, soit 121,6 millions \$, ou 28,0 %, de plus qu'à la période correspondante de l'exercice précédent, grâce à l'amélioration du contexte économique, à l'acquisition de Genuity et à l'accroissement de l'activité dans nos secteurs cibles. Les clients de Gestion du patrimoine Canaccord et de Canaccord Genuity ont généré un plus grand nombre d'opérations de négociation au troisième trimestre comparativement au trimestre correspondant de 2010, ce qui s'est traduit par une hausse de 212,7 millions \$, ou 23,1 %, des produits tirés des commissions de la Société.

En expansion, le secteur des marchés des capitaux de la Société a contribué à l'augmentation des produits tirés du financement de sociétés et des services de consultation. S'établissant à 223,9 millions \$, les produits tirés du financement de sociétés ont été plus élevés de 62,8 millions \$, ou 39,0 %, et les produits tirés des services de consultation se sont accrus de 28,3 millions \$, ou 91,8 %, pour atteindre 59,2 millions \$.

S'inscrivant à 26,2 millions \$, les produits tirés de la négociation à titre de contrepartiste ont enregistré une diminution de 12,5 millions \$ comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent, du fait de la baisse des gains de négociation de Gestion du patrimoine Canaccord, des activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni et au Canada et du groupe Revenu fixe.

Les intérêts créditeurs se sont établis à 16,3 millions \$, soit un bond de 68,5 % qui s'explique par des taux d'intérêt plus élevés et des intérêts créditeurs additionnels gagnés par le groupe Revenu fixe. Les produits divers ont diminué de 3,6 millions \$ pour s'établir à 17,7 millions \$ pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2010, en grande partie en raison de gains de change moins importants. Le premier trimestre de l'exercice 2010 avait enregistré des fluctuations marquées des taux de change, ce qui avait donné lieu à des gains de change exceptionnellement élevés au cours de ce trimestre qui ne se sont pas reproduits dans le marché des changes moins volatil au cours de la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2010.

Depuis le début de l'exercice, les produits au Canada ont été de 415,3 millions \$, une augmentation de 124,6 millions \$, ou 42,8 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Les produits au Royaume-Uni ont totalisé 58,1 millions \$ depuis le début de l'exercice 2011, soit une baisse de 3,0 millions \$, ou 4,9 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Les produits aux États-Unis se sont établis à 82,0 millions \$, une hausse de 1,8 million \$, ou 2,3 %, en regard de la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2009. Les produits tirés des activités de l'autre établissement étranger ont été de 0,6 million \$, contre 2,4 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Dans l'ensemble, les tendances positives des marchés, le rendement accru de nos secteurs et l'expansion de Canaccord Genuity ont donné lieu à un net accroissement des honoraires tirés des activités de financement de sociétés et de consultation. En outre, la hausse des produits dans le secteur Gestion du patrimoine Canaccord a aussi contribué à l'augmentation de 28,0 % du total des produits par rapport à la période correspondante de 2010.

Pourcentage des charges par rapport aux produits

en points de pourcentage	Trois mois terminés les 31 décembre		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	Neuf mois terminés les 31 décembre		Variation par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent
	2010	2009		2010	2009	
Rémunération au rendement	49,8 %	54,2 %	(4,4) p.p.	48,9 %	52,1 %	(3,2) p.p.
Charges de personnel	5,8 %	8,6 %	(2,8) p.p.	8,4 %	9,8 %	(1,4) p.p.
Autres charges indirectes ¹	19,6 %	24,3 %	(4,7) p.p.	25,5 %	27,5 %	(2,0) p.p.
Coûts liés aux acquisitions	0,7 %	–	0,7 p.p.	2,3 %	–	2,3 p.p.
Total	75,9 %	87,1 %	(11,2) p.p.	85,1 %	89,4 %	(4,3) p.p.

¹ Désigne les frais de négociation, les frais liés aux locaux et au matériel, les frais liés aux communications et à la technologie, les intérêts, les frais d'administration, l'amortissement et les frais de développement.
p.p. : points de pourcentage

Charge de rémunération

Comparaison du troisième trimestre de 2011 avec le troisième trimestre de 2010

Pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2010, les charges ont été de 193,3 millions \$, en hausse de 28,1 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

La charge de rémunération au rendement s'est élevée à 127,0 millions \$ pour le trimestre, soit une hausse de 33,2 millions \$, ou 35,3 %, qui correspond à l'augmentation nette des produits ouvrant droit à la rémunération au rendement. La rémunération au rendement exprimée en pourcentage du total des produits a été de 49,8 %, soit un recul de 4,4 points de pourcentage qui reflète les efforts soutenus déployés par la Société pour surveiller la structure de rémunération au rendement en vue de maximiser la valeur pour les actionnaires. En outre, le reclassement des recouvrements de charges dans les comptes de rémunération a contribué au recul. Pour le troisième trimestre de l'exercice 2011, les charges de personnel ont totalisé 14,7 millions \$, une diminution de 1,4 % par rapport à la période correspondante de l'exercice 2010.

La charge de rémunération totale (rémunération au rendement et salaires) exprimée en pourcentage des produits a atteint 55,6 % au T3/11, soit 7,2 points de pourcentage de moins qu'au T3/10, alors qu'elle représentait 62,8 %. Comme il a été indiqué ci-dessus, cette baisse est principalement attribuable aux efforts déployés par la Société pour gérer sa structure de rémunération en vue de maximiser la valeur pour les actionnaires.

Depuis le début de l'exercice 2011 par rapport à la période correspondante de 2010

Pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2010, les charges ont été de 473,4 millions \$, ce qui représente une hausse globale de 85,1 millions \$, ou 21,9 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

La charge de rémunération au rendement s'est établie à 271,9 millions \$, en hausse de 20,2 %, ce qui reflète l'augmentation des produits ouvrant droit à la rémunération au rendement. La charge de rémunération au rendement exprimée en pourcentage du total des produits a été de 48,9 %, soit une baisse de 3,2 points de pourcentage qui tient surtout à la surveillance continue du ratio de rémunération au rendement par la Société et au reclassement de recouvrements de charges dans les comptes de rémunération. Depuis le début de l'exercice 2011, les charges de personnel ont atteint 46,9 millions \$, soit une hausse de 9,7 % par rapport à la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2010, qui s'explique par des variations de l'effectif ainsi que par le classement de certains frais dans les charges de personnel au cours de l'exercice considéré plutôt que dans les frais de développement. La charge de rémunération totale (rémunération au rendement et salaires) en pourcentage des produits consolidés a atteint 57,3 %, soit 4,6 points de pourcentage de moins qu'à la période correspondante de l'exercice précédent, alors qu'elle représentait 61,9 %.

Autres charges indirectes

(en milliers de \$ CA, sauf les pourcentages)	Trois mois terminés les 31 décembre		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	Neuf mois terminés les 31 décembre		Variation par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent
	2010	2009		2010	2009	
Frais de négociation	7 937 \$	7 140 \$	11,2 %	22 883 \$	21 466 \$	6,6 %
Locaux et matériel	7 077	6 228	13,6 %	19 755	18 214	8,5 %
Communications et technologie	6 111	5 838	4,7 %	19 159	16 572	15,6 %
Intérêts	3 037	631	381,3 %	5 326	1 968	170,6 %
Frais d'administration	17 049	13 609	25,3 %	48 830	37 195	31,3 %
Amortissement ¹	2 786	1 904	46,3 %	9 776	5 731	70,6 %
Frais de développement	5 819	6 720	(13,4) %	16 075	18 061	(11,0) %
Total des autres charges indirectes	49 816 \$	42 070 \$	18,4 %	141 804 \$	119 207 \$	19,0 %

¹ Comprend l'amortissement des actifs incorporels lié à l'acquisition de Genuity d'un montant de 0,9 million \$ pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2010 et de 4,2 millions \$ pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2010.

Autres charges indirectes**Comparaison du troisième trimestre de 2011 avec le troisième trimestre de 2010**

Les autres charges indirectes ont augmenté de 7,7 millions \$, ou 18,4 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour s'établir à 49,8 millions \$ au troisième trimestre de l'exercice 2011, surtout sous l'effet de l'accroissement des frais d'administration de 3,4 millions \$, de la hausse des intérêts débiteurs de 2,4 millions \$, de l'augmentation de la dotation aux amortissements de 0,9 million \$ et de la montée des frais de négociation de 0,8 million \$, éléments contrebalancés par une diminution des frais de développement de 0,9 million \$.

La Société recouvre certaines charges des comptes de rémunération qui avaient été déduites des frais précités aux périodes précédentes. À compter du T1/11, ces recouvrements se sont reflétés dans la charge de rémunération au rendement, donnant lieu à une diminution de celle-ci et à une augmentation des frais de promotion et de déplacement ainsi que des frais liés aux communications et à la technologie.

Le principal facteur ayant contribué à la montée des frais d'administration de 3,4 millions \$ a été l'augmentation des frais de promotion et de déplacement de 2,3 millions \$ découlant essentiellement du reclassement susmentionné. L'accroissement de 1,0 million \$ de la provision pour pertes sur créances s'explique par des recouvrements de 0,6 million \$ dans le secteur Gestion du patrimoine Canaccord et dans les activités au Royaume-Uni au T3/10 qui ne se sont pas reproduits au T3/11.

La dotation aux amortissements s'est accrue du fait de l'amortissement de 0,9 million \$ des actifs incorporels acquis dans le cadre de l'acquisition de Genuity. Les intérêts créditeurs ont augmenté de 2,4 millions \$, en raison des taux d'intérêt plus élevés et des intérêts créditeurs additionnels engagés par le groupe Revenu fixe. Les frais de négociation ont grimpé de 0,8 million \$, ou 11,2 %, ce qui correspond à la croissance des produits.

Les frais de développement ont baissé de 0,9 million \$ par rapport au T3/10 en raison de primes à l'embauche moins élevées au trimestre considéré.

Depuis le début de l'exercice 2011 par rapport à la période correspondante de 2010

Pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2010, les autres charges indirectes ont augmenté de 22,6 millions \$, ou 19,0 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour s'établir à 141,8 millions \$. Les principaux facteurs ayant contribué à cette augmentation sont des hausses des frais d'administration de 11,6 millions \$, de la dotation aux amortissements de 4,0 millions \$, des intérêts débiteurs de 3,4 millions \$ et des frais liés aux communications et à la technologie de 2,6 millions \$.

Les frais d'administration ont grimpé de 11,6 millions \$, essentiellement en raison de la hausse des frais de promotion et de déplacement de 6,4 millions \$ résultant en grande partie du reclassement susmentionné. En outre, les frais de bureau se sont accrues de 1,6 million \$, du fait surtout de l'impression de nouveaux documents marketing. Conformément à sa politique en matière de constitution de provisions à l'égard des soldes non garantis, la Société a constaté une provision pour pertes sur créances additionnelle de 1,9 million \$ au cours de la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2010 comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent.

Le reste de l'augmentation des charges indirectes est attribuable à la hausse de 4,2 millions \$ de l'amortissement des actifs incorporels acquis dans le cadre de l'acquisition de Genuity. Le reclassement de certains recouvrements mentionné ci-dessus a aussi donné lieu à un accroissement des frais liés aux communications et à la technologie de 2,6 millions \$. Les intérêts débiteurs ont aussi augmenté de 3,4 millions \$ en raison des activités dans le groupe Revenu fixe.

Les frais de développement ont reculé de 2,0 millions \$ par suite de la réduction des dépenses liées au développement de systèmes et des primes à l'embauche.

Bénéfice net

Comparaison du troisième trimestre de 2011 avec le troisième trimestre de 2010

Le bénéfice net du T3/11 s'est établi à 42,7 millions \$, comparativement à 15,1 millions \$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le RPA dilué a atteint 0,51 \$ au T3/11, contre 0,27 \$ au T3/10. La progression du bénéfice net découle essentiellement de la meilleure performance et de la baisse du ratio de rémunération de Canaccord Genuity. Pour le T3/11, le RCP a atteint 24,2 %, comparativement à 15,2 % pour le T3/10. La valeur comptable par action ordinaire (nombre dilué) pour le T3/11 s'est établi à 8,42 \$, contre 7,00 \$ au T3/10. Compte non tenu des éléments de la charge liée aux acquisitions, le bénéfice net s'est établi à 45,3 millions \$ et le RPA dilué, à 0,54 \$.

Le taux d'imposition effectif pour ce trimestre a été de 30,6 %, en regard de 32,3 % au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le bénéfice imposable plus élevé au T3/11 a donné lieu à l'utilisation de pertes autres qu'en capital reportées en avant additionnelles, ce qui explique la baisse du taux d'imposition par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. En outre, les taux d'impôt prévus par la loi ont baissé comparativement au trimestre correspondant de 2010.

Depuis le début de l'exercice 2011 par rapport à la période correspondante de 2010

Pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2010, le bénéfice net s'est inscrit à 57,3 millions \$, comparativement à 31,0 millions \$ à la période correspondante de l'exercice précédent. Bien que l'acquisition de Genuity ait donné lieu à une augmentation des produits, la Société a engagé des éléments de la charge liée aux acquisitions de 17,0 millions \$. Le RPA dilué s'est établi à 0,71 \$, comparativement à 0,56 \$ à la période correspondante de 2010, et le RCP a été de 11,2 % en regard de 10,6 % il y a un an. La valeur comptable par action ordinaire (nombre dilué) à la fin de la période est passée de 7,00 \$ à 8,42 \$, en hausse de 20,3 %. Compte non tenu des éléments de la charge liée aux acquisitions, le bénéfice net s'est établi à 70,7 millions \$ et le RPA dilué, à 0,87 \$.

Le taux d'imposition effectif depuis le début de l'exercice a été de 30,7 %, contre 32,9 % à la période correspondante de l'exercice précédent. Le bénéfice imposable plus élevé à la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2010 a donné lieu à l'utilisation de pertes autres qu'en capital pouvant être reportées en avant additionnelles, ce qui explique la baisse du taux d'imposition par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. En outre, les taux d'impôt prévus par la loi ont baissé comparativement à la période correspondante de 2010.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

Canaccord Genuity^{1,4}

<i>(en milliers de \$ CA, sauf le nombre d'employés et les pourcentages)</i>	<i>Trois mois terminés les 31 décembre</i>		<i>Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent</i>	<i>Neuf mois terminés les 31 décembre</i>		<i>Variation par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent</i>
	<i>2010</i>	<i>2009</i>		<i>2010</i>	<i>2009</i>	
Canaccord Genuity						
Produits	177 758 \$	116 090 \$	53,1 %	374 873 \$	280 062 \$	33,9 %
Charges						
Rémunération au rendement	83 843	63 567	31,9 %	177 252	151 559	17,0 %
Charges de personnel	3 896	4 441	(12,3) %	12 071	11 221	7,6 %
Autres charges indirectes	29 634	20 102	47,4 %	81 400	58 480	39,2 %
Coûts liés aux acquisitions	1 750	–	négl.	12 740	–	négl.
Total des charges	119 123 \$	88 110 \$	35,2 %	283 463 \$	221 260 \$	28,1 %
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices ²	58 635	27 980	109,6 %	91 410	58 802	55,5
Nombre d'employés	592	503	17,7 %	–	–	– %
Compte non tenu des éléments de la charge liée aux acquisitions³						
Total des charges	116 443	88 110	32,2 %	266 527	221 260	20,5 %
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	61 315	27 980	119,1 %	108 346	58 802	84,3 %

¹ Les données sont considérées comme étant conformes aux PCGR, à l'exception du nombre d'employés et des chiffres ne tenant pas compte des éléments de la charge liée aux acquisitions.

² Le bénéfice avant impôts sur les bénéfices ne tient pas compte des frais intersectoriels imputés. Voir la rubrique Frais intersectoriels imputés.

³ Les éléments de la charge liée aux acquisitions du troisième trimestre de 2011 comprennent des coûts de 1,8 million \$ engagés dans le cadre de l'acquisition de TBG et l'amortissement d'actifs incorporels de 0,9 million \$ relatifs à l'acquisition de Genuity. Les éléments de la charge liée aux acquisitions de la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2010 comprennent les coûts liés aux acquisitions de 11,0 millions \$, l'amortissement des actifs incorporels de 4,2 millions \$ relatifs à l'acquisition de Genuity et des coûts de 1,8 million \$ engagés dans le cadre de l'acquisition de TBG.

⁴ Les données incluent les résultats de Genuity depuis la date de clôture de l'acquisition, soit le 23 avril 2010.

négl. : négligeable

Les produits de Canaccord Genuity sont tirés des commissions et des honoraires de consultation gagnés dans le cadre du financement de sociétés, des ventes institutionnelles et des activités de négociation, ainsi que des gains et pertes de négociation provenant des activités de négociation à titre de contrepartiste et des activités internationales de négociation de Canaccord.

Comparaison du troisième trimestre de 2011 avec le troisième trimestre de 2010

Au T3/11, les produits de Canaccord Genuity ont totalisé 177,8 millions \$, un bond de 61,7 millions \$, ou 53,1 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, grâce à l'amélioration du contexte économique, à l'accroissement des activités dans nos segments cibles et à l'acquisition de Genuity.

Produits tirés des activités au Canada

Au Canada, Canaccord Genuity a généré des produits de 121,4 millions \$ au T3/11, en hausse de 54,0 millions \$, ou 80,2 %, par rapport au T3/10. Une tranche de 109,4 millions \$ est liée aux activités de financement de sociétés et aux titres de participation, alors qu'une tranche de 12,0 millions \$ provient des opérations de négociation internationales et des activités de négociateur inscrit et du groupe Revenu fixe. Les produits canadiens de Canaccord Genuity de 121,4 millions \$ correspondent à 68,3 % (58,0 % au T3/10) du total des produits de Canaccord Genuity. Grâce à l'accroissement des activités sur les marchés des capitaux résultant de l'acquisition de Genuity ainsi qu'aux tendances positives des marchés nord-américains, nos activités canadiennes ont affiché un trimestre record.

Produits tirés des activités au Royaume-Uni et de l'autre établissement étranger

Les activités de Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe englobent la prestation de services de vente et de négociation, de financement de sociétés et de recherche à l'intention de ses clients institutionnels et de sociétés. Les produits tirés des activités sur les marchés des capitaux à l'extérieur du Canada, du Royaume-Uni et des États-Unis sont présentés au poste. Autre établissement étranger, qui comprend les activités de Canaccord International Ltd. Les produits tirés du Royaume-Uni et de l'autre établissement étranger ont atteint 23,8 millions \$, en baisse de 11,2 %, ou 3,0 millions \$, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison surtout d'une diminution des opérations de financement de sociétés. Les produits tirés du Royaume-Uni et de l'autre établissement étranger de 23,8 millions \$ représentent 13,4 % (23,0 % au T3/10) du total des produits de Canaccord Genuity.

Produits tirés des activités aux États-Unis

Les produits du troisième trimestre de 2011 générés par Canaccord Genuity aux États-Unis se sont établis à 32,6 millions \$ en hausse de 10,6 millions \$, ou 48,4 %, comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent, du fait surtout de l'accroissement des activités d'appels publics à l'épargne et de placements privés. Les produits tirés des activités aux États-Unis ont représenté 18,3 % (18,9 % au T3/10) du total des produits de Canaccord Genuity.

Charges

Les charges du T3/11 ont été de 119,1 millions \$, en hausse de 31,0 millions \$, ou 35,2 %, en raison principalement de la charge de rémunération au rendement de 20,3 millions \$, des frais d'administration de 3,5 millions \$, des intérêts débiteurs de 2,3 millions \$, des coûts liés aux acquisitions de 1,8 million \$, des frais liés aux communications et à la technologie de 1,0 million \$, des frais de négociation de 0,9 million \$ et de la dotation aux amortissements de 0,9 million \$.

La Société recouvre certains éléments de la charge des comptes de rémunération. Ces recouvrements de charges étaient présentés comme des éléments de la charge connexe au cours des périodes précédentes, mais ils ont été reclassés au titre de la rémunération au rendement à compter du T1/11. De ce fait, le reclassement a réduit la charge de rémunération au rendement et a entraîné une hausse des frais de promotion et de déplacement de 2,8 millions \$, et des frais liés aux communications et à la technologie de 1,0 million \$ au T3/11, comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent.

Par suite du reclassement des recouvrements de charges mentionné plus haut, le ratio de la charge de rémunération au rendement est passé de 54,8 % à 47,2 %. En outre, la Société continue de déployer des efforts soutenus pour surveiller la structure de rémunération au rendement afin de maximiser la valeur pour les actionnaires. Les charges de personnel ont atteint 3,9 millions \$, soit une diminution de 0,5 million \$, ou 12,3 %, en regard du troisième trimestre de l'exercice 2010.

Les frais d'administration se sont élevés à 9,3 millions \$ au T3/11, en hausse de 3,5 millions \$, ou 59,9 %. Les frais de promotion et de déplacement ont augmenté de 2,8 millions \$, ou 113,3 %, par suite du reclassement mentionné plus haut. La politique en matière de constitution de provision à l'égard des soldes non garantis de la Société a entraîné une augmentation de la provision pour pertes sur créances de 0,7 million \$, comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

La dotation aux amortissements du T3/11 comprend l'amortissement des actifs incorporels lié à l'acquisition de Genuity. Les intérêts débiteurs se sont accrus de 2,3 million \$, en raison des intérêts débiteurs supplémentaires engagés par le groupe Revenu fixe.

Bénéfice net

Le bénéfice avant impôts sur les bénéfices pour le trimestre, compte non tenu des autres charges indirectes, a été de 58,6 millions \$, soit un bond de 30,7 millions \$, ou 109,6 %, en regard du trimestre correspondant de l'exercice précédent. L'acquisition de Genuity ainsi qu'une solide reprise des activités sur les marchés des capitaux ont donné lieu à un bénéfice avant impôts plus élevé au T3/11 qu'au T3/10. Compte non tenu des éléments de la charge liée à l'acquisition, le bénéfice avant impôts sur les bénéfices s'est élevé à 61,3 millions \$ au T3/11, contre 28,0 millions \$ au T3/10.

Depuis le début de l'exercice 2011 par rapport à la période correspondante de 2010

Les produits de Canaccord Genuity pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2010 ont été de 374,9 millions \$, soit 94,8 millions \$ de plus qu'à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison de l'amélioration du contexte économique de l'accroissement des activités dans nos secteurs cibles et de l'acquisition de Genuity.

Produits tirés des activités au Canada

Au Canada, les produits ont atteint 237,6 millions \$, une progression de 71,8 % par rapport à la période correspondante de 2010. Une tranche de 212,4 millions \$ des produits est liée aux activités de financement de sociétés et de placement pour compte, alors qu'une tranche de 25,3 millions \$ provient des opérations de négociation internationales et des activités de négociateur inscrit et du groupe Revenu fixe. L'acquisition de Genuity ainsi que les rendements accrus dans tous les segments cibles ont entraîné une importante augmentation des produits au Canada. Dans l'ensemble, les produits au Canada ont représenté 63,4 % du total des produits de Canaccord Genuity (période correspondante de l'exercice précédent : 49,4 %).

Produits tirés des activités du Royaume-Uni et de l'autre établissement étranger

Les produits tirés des activités du Royaume-Uni et de l'autre établissement étranger se sont établis à 58,7 millions \$, en baisse de 4,8 millions \$ en regard de la période correspondante de l'exercice précédent. Les produits tirés des activités du Royaume-Uni et de l'autre établissement étranger représentent 15,7 % du total des produits de Canaccord Genuity (période correspondante de l'exercice 2010 : 22,7 %).

Produits tirés des activités aux États-Unis

Les produits ont été de 78,5 millions \$, en hausse de 0,3 million \$, ou 0,3 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Les produits tirés des activités aux États-Unis ont représenté 20,9 % du total des produits de Canaccord Genuity (période correspondante de l'exercice 2010 : 28,0 %).

Charges

Les charges pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2010 se sont élevées à 283,5 millions \$, soit une augmentation de 62,2 millions \$, ou 28,1 %. L'augmentation des charges s'explique principalement par la hausse de la charge de rémunération au rendement de 25,7 millions \$, des coûts liés aux acquisitions de 12,7 millions \$, des frais d'administration de 9,4 millions \$, de la dotation aux amortissements de 4,2 millions \$, des frais liés aux communications et à la technologie de 3,7 millions \$, des intérêts débiteurs de 3,5 millions \$ et des frais de négociation de 1,8 million \$.

Pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2010, des éléments de la charge liée aux acquisitions de 15,2 millions \$ et de 1,8 million \$ ont été engagés dans le cadre des acquisitions de Genuity et de TBG, respectivement. Les éléments de la charge liée aux acquisitions comprennent 6,6 millions \$ d'indemnités de départ, 2,8 millions \$ de frais de résiliation de baux, 4,2 millions \$ liés à l'amortissement d'actifs incorporels, 1,6 million \$ d'honoraires professionnels et de consultation et 1,8 million \$ d'autres frais.

Le ratio de la charge de rémunération au rendement a reculé de 54,1 % à 47,3 % en raison des efforts soutenus déployés par la Société pour surveiller la structure de la rémunération au rendement en vue de maximiser la valeur pour les actionnaires et du reclassement des comptes de rémunération susmentionnés. Pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2010, les charges de personnel ont enregistré une légère hausse de 0,9 million \$, reflétant l'augmentation de 17,7 % du nombre d'employés salariés.

Les frais d'administration se sont élevés à 26,4 millions \$ au cours de la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2010, en hausse de 9,4 millions \$, ou 55,6 %. Les frais de promotion et de déplacement ont augmenté de 7,4 millions \$, par suite en partie du reclassement mentionné plus haut. Les frais de promotion et de déplacement ont également augmenté en raison des initiatives de ventes et de commercialisation et de l'accroissement de l'effectif. La politique en matière de constitution de provision à l'égard des soldes non garantis de la Société a entraîné une augmentation de la provision pour pertes sur créances de 1,5 million \$, comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent.

Les frais liés aux communications et à la technologie ont également grimpé de 3,7 millions \$ en grande partie du fait du reclassement des recouvrements des comptes de rémunération. Les intérêts débiteurs se sont accrus de 3,5 millions \$, stimulés par les activités du groupe Revenu fixe. Des frais de négociation additionnels de 1,8 million \$ ont été engagés pour soutenir la croissance des produits au trimestre considéré. L'amortissement des actifs incorporels lié à l'acquisition de Genuity a entraîné une augmentation de la dotation aux amortissements de 4,2 millions \$.

Bénéfice net

Le bénéfice avant impôts sur les bénéfices pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2010, compte non tenu des autres charges indirectes, a été de 91,4 millions \$, en hausse de 32,6 millions \$, ou 55,5 %, comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent. Le bénéfice avant impôts sur les bénéfices a été plus élevé pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2010, comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent, par suite de la croissance des produits dans ce secteur, contrebalancée par les éléments de la charge liée aux acquisitions de 17,0 millions \$. Compte non tenu des éléments de la charge liée aux acquisitions, le bénéfice avant impôts sur les bénéfices du trimestre terminé le 31 décembre 2010 s'est élevé à 108,3 millions \$, contre 58,8 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Gestion du patrimoine Canaccord¹

(en milliers de \$ CA, sauf les ASG et les ASA, qui sont en millions de \$ CA, le nombre d'employés et les pourcentages)	Trois mois terminés les 31 décembre		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	Neuf mois terminés les 31 décembre		Variation par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent
	2010	2009		2010	2009	
Produits	68 599 \$	51 733 \$	32,6 %	160 345 \$	132 056 \$	21,4 %
Charges						
Rémunération au rendement	34 997	24 376	43,6 %	80 560	62 387	29,1 %
Charges de personnel	3 601	4 015	(10,3) %	12 300	12 621	(2,5) %
Autres charges indirectes	12 510	13 656	(8,4) %	37 070	37 420	(0,9) %
Total des charges	51 108 \$	42 047 \$	21,5 %	129 930 \$	112 428 \$	15,6 %
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices ²	17 491	9 686	80,6 %	30 415	19 628	55,0 %
Actifs sous gestion	514	423	21,7 %			
Actifs sous administration	16 006	12 210	31,1 %			
Nombre d'équipes de conseillers	272	327	(16,8) %			
Nombre d'employés	671	707	(5,1) %			

¹ Les données sont considérées comme étant conformes aux PCGR, à l'exception des ASG, des ASA, du nombre d'équipes de conseillers et du nombre d'employés.

² Le bénéfice avant impôts sur les bénéfices ne tient pas compte des frais intersectoriels imputés. Voir la rubrique Frais intersectoriels imputés.

Les produits tirés de Gestion du patrimoine Canaccord proviennent des services classiques de courtage à la commission, de la vente de produits et de services tarifés, des intérêts sur marge et des honoraires et commissions gagnés relativement aux opérations de financement de sociétés et aux opérations mettant en jeu du capital de risque de particuliers.

Comparaison du troisième trimestre de 2011 avec le troisième trimestre de 2010

Les produits tirés du secteur Gestion du patrimoine Canaccord se sont établis à 68,6 millions \$, en hausse de 16,9 millions \$, ou 32,6 %, en grande partie du fait de l'accroissement de 11,7 millions \$ des produits tirés des commissions et de l'augmentation de 8,5 millions \$ des produits tirés du financement de sociétés. Ce secteur a été en mesure de tirer parti de la croissance de nos activités sur les marchés des capitaux, comme en témoigne l'augmentation des produits tirés du financement de sociétés au trimestre considéré. La croissance globale des produits est conforme aux fluctuations des ASA et des ASG et reflète les initiatives stratégiques de la Société dans ce secteur.

S'inscrivant à 16,0 milliards \$, les ASA ont grimpé de 3,8 milliard \$, ou 31,1 %, en regard du T3/10, essentiellement par suite de l'accroissement des valeurs de financement. Les ASG se sont accrues de 21,5 % en glissement annuel. À la fin du troisième trimestre de l'exercice 2011, l'effectif comptait 272 équipes de conseillers, soit 55 de moins qu'il y a un an, en raison d'un examen stratégique de Gestion du patrimoine Canaccord qui est en cours et de la conversion de succursales à la plateforme de gestion du patrimoine indépendante. Les produits tirés des honoraires de Canaccord a glissé de 1,2 point de pourcentage en regard du même trimestre de l'exercice précédent et représentaient 10,5 % des produits de Gestion du patrimoine Canaccord au troisième trimestre de 2011.

Les charges du T3/11 ont été de 51,1 millions \$, soit une augmentation de 9,1 millions \$, ou 21,5 %. Cette variation tient à une hausse de la charge de rémunération au rendement de 10,6 millions \$, contrebalancée par des réductions des frais de développement de 0,9 million \$, des frais liés aux communications et à la technologie de 0,4 million \$ et des charges de personnel de 0,4 million \$. Les fluctuations de la charge de rémunération sont attribuables à l'accroissement des activités au troisième trimestre de l'exercice 2011. Le ratio de la charge de rémunération s'établissait à 51,0 % au T3/11, contre 47,1 % au T3/10. Les frais de développement ont été comprimés de 0,9 million \$ surtout par suite de la réduction des primes de recrutement au T3/11.

Les initiatives de réduction des dépenses ont eu pour effet de réduire de 0,4 million \$ les frais du secteur liés aux communications et à la technologie, qui se sont inscrits à 1,3 million \$. Les charges de personnel ont fléchi de 0,4 million \$ pour s'établir à 3,6 millions \$ en raison de la baisse de l'effectif.

Le bénéfice avant impôts sur les bénéfices pour le trimestre, compte non tenu des autres charges indirectes, s'est inscrit à 17,5 millions \$, comparativement à un bénéfice de 9,7 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation découle de la croissance des produits dans ce secteur ainsi que des efforts de compression des coûts.

Depuis le début de l'exercice 2011 par rapport à la période correspondante de 2010

Les produits tirés des activités de Gestion du patrimoine Canaccord se sont établis à 160,3 millions \$, en hausse de 28,3 millions \$. Cette hausse est attribuable à l'augmentation des produits tirés des commissions de 19,4 millions \$, des produits tirés du financement de sociétés de 13,9 millions \$, des intérêts créditeurs de 1,1 million \$, contrebalancés par un recul des produits tirés de la négociation à titre de contrepartiste de 5,9 millions \$. Les produits tirés des honoraires exprimés en pourcentage du total des produits de Gestion du patrimoine Canaccord sont demeurés stables à 12,8 %, par rapport à 13,4 % à la période correspondante de l'exercice précédent.

Pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2010, les charges ont été de 129,9 millions \$, en hausse de 17,5 millions \$, ou 15,6 %. La rémunération au rendement a affiché une augmentation de 18,2 millions \$, ou 29,1 %, ce qui correspond à la progression de 21,4 % du total des produits. Le total de la charge de rémunération, exprimée en pourcentage des produits, pour les neuf premiers mois de l'exercice 2011, s'est établi à 57,9 %, soit une hausse de 1,1 point de pourcentage en regard de 56,8 % pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Les frais d'administration ont augmenté de 1,7 million \$, ou 16,5 %, ce qui s'explique par une hausse des frais de bureau de 0,9 million \$ pour l'impression de documents marketing et une augmentation de 1,2 million \$ en frais liés aux règlements avec les clients. Les charges se rapportant aux réserves ont grimpé de 0,4 million \$ en raison des recouvrements au T3/10 qui ne se sont pas reproduits au T3/11. Ces augmentations ont été contrebalancées par une diminution des frais de promotion et de déplacement de 0,7 million \$ par suite des efforts du secteur de surveiller les dépenses.

L'augmentation des dépenses a été en partie annulée par la baisse des frais liés aux communications et à la technologie de 0,8 million \$, des frais de développement de 0,6 million \$, des frais de négociation de 0,4 million \$ et des charges de personnel de 0,3 million \$. Cette baisse est le fait des efforts de réduction des coûts. Reflétant notre stratégie de réduction des dépenses, les charges autres que de rémunération exprimées en pourcentage des produits ont glissé de 5,2 points de pourcentage, passant de 28,3 % à 23,1 %.

Le bénéfice avant impôts sur les bénéfices pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2010, compte non tenu des autres charges indirectes, s'est inscrit à 30,4 millions \$, contre 19,6 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Non sectoriel et autres¹

(en milliers de \$ CA, sauf le nombre d'employés et les pourcentages)	Trois mois terminés les 31 décembre		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	Neuf mois terminés les 31 décembre		Variation par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent
	2010	2009		2010	2009	
Produits	8 477 \$	5 374 \$	57,7 %	20 818 \$	22 286 \$	(6,6) %
Charges						
Rémunération au rendement	8 193	5 929	38,2 %	14 135	12 355	14,4 %
Charges de personnel	7 242	6 489	11,6 %	22 506	18 888	19,2 %
Autres charges indirectes	7 672	8 312	(7,7) %	23 334	23 307	0,1 %
Total des charges	23 107 \$	20 730 \$	11,5 %	59 975 \$	54 550 \$	9,9 %
Perte avant impôts sur les bénéfices ²	(14 630)	(15 356)	4,7 %	(39 157)	(32 264)	21,4 %
Nombre d'employés	365	360	1,4 %			

¹ Les données sont considérées comme étant conformes aux PCGR, sauf le nombre d'employés.

² Le bénéfice avant impôts sur les bénéfices ne tient pas compte des frais intersectoriels imputés. Voir la rubrique Frais intersectoriels imputés.

Ce secteur administratif, désigné sous le nom Non sectoriel et autres, englobe les produits et les charges liés aux services de courtage de correspondance, les intérêts bancaires et autres intérêts créditeurs, les gains et pertes de change, et les charges qui ne sont pas précisément imputables à Canaccord Genuity ou à Gestion du patrimoine Canaccord. Ce secteur comprend également les groupes de services d'exploitation et de soutien de Canaccord, qui sont chargés des systèmes de technologie de l'information de la salle des marchés et des services administratifs, de la conformité et de la gestion des risques, de l'exploitation, des finances et de toutes les autres fonctions administratives.

Comparaison du troisième trimestre de 2011 avec le troisième trimestre de 2010

Les produits pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2010 se sont élevés à 8,5 millions \$, en hausse de 3,1 millions \$, ou 57,7 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. La variation est principalement attribuable à une augmentation de 1,9 million \$ des gains de change et de 1,0 million \$ des intérêts créditeurs. Les gains de change découlent des fluctuations des taux de change, et les intérêts créditeurs ont grimpé en raison des taux d'intérêt plus élevés.

Les charges du T3/11 ont été de 23,1 millions \$, soit une augmentation de 2,4 millions \$, ou 11,5 %. La charge de rémunération au rendement s'est accrue de 2,3 millions \$, car la rémunération est fondée sur l'amélioration de la rentabilité du groupe. Les charges de personnel ont augmenté de 0,8 million \$, principalement en raison du reclassement par la Société de la charge de personnel liée au développement des systèmes dans les charges de personnel. Ce reclassement explique également la baisse de 0,5 million \$ des frais de développement. Les frais liés aux locaux et au matériel ont monté de 0,5 million \$ en regard du T3/10, du fait de la prise en charge de baux additionnels par la Société par suite de l'acquisition de Genuity.

Dans l'ensemble, la perte avant impôts sur les bénéfices s'est établie à 14,6 millions \$ au T3/11, comparativement à 15,4 millions \$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Depuis le début de l'exercice 2011 par rapport à la période correspondante de 2010

Pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2010, les produits ont atteint 20,8 millions \$, soit une baisse de 1,5 million \$ qui tient en grande partie à une diminution des gains de change. Les taux de change ayant connu de fortes fluctuations au cours du premier trimestre de l'exercice 2010, la Société avait enregistré des gains de change exceptionnellement élevés durant cette période. La baisse des produits résultant de la diminution des gains de change a été en partie compensée par une augmentation des intérêts créditeurs, attisée par des taux d'intérêt plus élevés.

Les charges pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2010 ont été de 60,0 millions \$, en hausse de 5,4 millions \$. La rémunération au rendement a grimpé de 1,8 million \$, ou 14,4 %, la rémunération étant fondée sur la rentabilité accrue du groupe. La charge de personnel a monté de 3,6 millions \$, ou 19,2 %, en partie du fait de l'accroissement de l'effectif au cours de l'exercice par rapport à la même période l'an dernier et du reclassement des frais de développement expliqué ci-dessus. Ce reclassement a entraîné une réduction des frais de développement de 1,6 million \$. Les frais liés aux locaux et au matériel ont progressé de 1,5 million \$, ou 46,0 %, du fait de la prise en charge de baux additionnels par la Société, comme il est indiqué ci-dessus.

Dans l'ensemble, la perte avant impôts sur les bénéfices a été de 39,2 millions \$, comparativement à 32,3 millions \$ pour la même période l'an dernier.

FRAIS INTERSECTORIELS IMPUTÉS

Le secteur administratif Non sectoriel et autres comprend certains frais de traitement, de services de soutien et de recherche et d'autres frais qui ont été engagés pour soutenir les activités de Canaccord Genuity et de Gestion du patrimoine Canaccord. Compte non tenu de la rémunération au rendement des hauts dirigeants et de certains frais de soutien administratif, des gains et pertes de change et de l'intérêt net, la direction a établi que, pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2010, les frais imputables par le secteur administratif Non sectoriel et autres étaient de 8,4 millions \$ pour Gestion du patrimoine Canaccord et de 2,7 millions \$ pour Canaccord Genuity. Pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2010, Gestion du patrimoine Canaccord s'est vu imputer 27,2 millions \$ et Canaccord Genuity, 8,4 millions \$.

SITUATION FINANCIÈRE

Certains postes du bilan ont enregistré les variations suivante :

Actif

La trésorerie et les équivalents de trésorerie étaient de 713,1 millions \$ au 31 décembre 2010, contre 731,9 millions \$ au 31 mars 2010. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la section Situation de trésorerie et sources de financement ci-après.

La valeur des titres détenus était de 1,1 milliard \$ par rapport à 362,8 millions \$ au 31 mars 2010, du fait surtout d'une hausse des activités à revenu fixe, à une augmentation des positions dans des actions et des débetures convertibles et à des conventions de financement de sociétés par prise ferme. Cette hausse des titres à revenu fixe est le résultat d'une initiative de la Société d'élargir le groupe Revenu fixe, qui conclut des opérations dans les marchés primaires et secondaires de divers produits à revenu fixe.

Les débiteurs totalisaient 2,4 milliards \$ au 31 décembre 2010 contre 2,0 milliards \$ au 31 mars 2010, hausse qui s'explique par une augmentation des montants à recevoir de courtiers en valeurs mobilières découlant de l'expansion du groupe Revenu fixe.

L'écart d'acquisition a atteint 242,1 millions \$ et les actifs incorporels, 74,9 millions \$, ce qui représente l'écart d'acquisition et les actifs incorporels acquis dans le cadre de l'acquisition de Genuity.

Les autres actifs composés des actifs d'impôts futurs, du matériel et des améliorations locatives et des placements sont demeurés relativement stables, s'établissant à 58,3 millions \$ comparativement à 56,3 millions \$ au 31 mars 2010.

Passif

Les découverts bancaires et les emprunts remboursables à vue utilisés par Canaccord peuvent varier considérablement d'un jour à l'autre puisqu'ils sont liés aux opérations sur titres. Au 31 décembre 2010, Canaccord disposait de facilités de crédit auprès de banques au Canada et au Royaume-Uni d'un montant total de 418,1 millions \$ (411,4 millions \$ au 31 mars 2010). Ces facilités de crédit, consistant en prêts remboursables à vue, en lettres de crédit et en facilités de découvert d'un jour, sont garanties par des titres de clients non réglés ou des titres détenus par la Société. Le 31 décembre 2010, la dette bancaire de la Société à l'égard de ces facilités s'établissait à 34,9 millions \$, contre 29,4 millions \$ le 31 mars 2010.

Les titres vendus à découvert s'élevaient à 853,9 millions \$ au 31 décembre 2010, en comparaison de 364,1 millions \$ au 31 mars 2010. Cette augmentation résulte de l'initiative d'expansion du groupe Revenu fixe de la Société.

Les créiteurs se sont accrus pour s'inscrire à 2,9 milliards \$, contre 2,3 milliards \$ au 31 mars 2010. La hausse des soldes à payer aux courtiers en valeurs mobilières résultant de la croissance du groupe Revenu fixe explique la majeure partie de l'accroissement des créiteurs.

Le passif d'impôts futurs à long terme a atteint 23,1 millions \$ du fait principalement de la constatation d'un passif d'impôts futurs associé aux actifs incorporels acquis dans le cadre de l'acquisition de Genuity.

Les autres passifs s'élevaient à 23,7 millions \$ au 31 décembre 2010 et à 20,4 millions \$ au 31 mars 2010. La diminution s'explique essentiellement par le recul des impôts sur les bénéfices à payer de la Société.

ARRANGEMENTS HORS BILAN

Une filiale de la Société a obtenu des lettres de crédit de soutien irrévocables d'une institution financière totalisant 2,3 millions \$ (2,3 millions \$ US) [2,3 millions \$ (2,3 millions \$ US) au 31 mars 2010] à titre de garantie de location pour ses locaux loués à Boston, à New York et à San Francisco.

SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

La structure de capital de Canaccord englobe le capital social, le surplus d'apport, les bénéfices non répartis et le cumul des autres éléments du résultat étendu. Au 31 décembre 2010, la trésorerie et les équivalents de trésorerie étaient de 713,1 millions \$, en baisse de 18,8 millions \$, par rapport à 731,9 millions \$ au 31 mars 2010. Au cours de la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2010, un montant de 22,8 millions \$ a été affecté aux activités de financement principalement en raison de l'acquisition d'actions ordinaires dans le cadre du régime d'intéressement à long terme et des dividendes versés. Un montant de 51,6 millions \$ a été affecté aux activités d'investissement par suite surtout de l'acquisition de Genuity. Un montant de 57,0 millions \$ a été tiré des activités d'exploitation, ce qui s'explique essentiellement par le bénéfice net dégagé des opérations réalisées au cours de cette période. Une baisse de la trésorerie de 1,4 million \$ a été attribuée à l'incidence du change sur les soldes de trésorerie. Au total, le montant net de la trésorerie a reculé de 18,8 millions \$ par rapport au 31 mars 2010.

Les activités de Canaccord nécessitent des capitaux aux fins de l'exploitation et de la réglementation. La majeure partie des actifs à court terme figurant au bilan de Canaccord sont très liquides. La plupart des positions liées aux titres détenus sont facilement négociables, et toutes ces positions sont comptabilisées à leur juste valeur. La juste valeur de ces titres fluctue quotidiennement puisque des facteurs comme des changements dans la conjoncture du marché, la conjoncture économique et les perspectives de l'investisseur influent sur les prix du marché. Les débiteurs sont garantis par des titres facilement négociables et font l'objet d'un examen quotidien pour déceler toute baisse de valeur et déterminer leur recouvrabilité. Les montants à recevoir des courtiers et à payer à ceux-ci ont trait à des opérations ouvertes à court terme, qui se règlent généralement dans le cycle normal de règlement de trois jours, à des titres garantis qui sont empruntés ou prêtés dans le cadre d'opérations qui peuvent être conclues sur demande en quelques jours, et à des soldes pour le compte des remisiers qui représentent les soldes nets liés à leurs comptes clients.

Le tableau suivant résume les obligations contractuelles à long terme de Canaccord au 31 décembre 2010.

(en milliers de \$ CA)	Total	Obligations contractuelles – paiements exigibles par période			
		Exercice 2012	Exercice 2013– Exercice 2014	Exercice 2015– Exercice 2016	Par la suite
Contrats de location-exploitation relatifs aux locaux et au matériel	134 175	24 099	40 385	32 736	36 955

DONNÉES SUR LES ACTIONS EN CIRCULATION

	Nombre d'actions en circulation aux 31 décembre	
	2010	2009
Nombre d'actions émises, compte non tenu des actions dont les droits ne sont pas acquis ¹	75 055 499	48 105 856
Nombre d'actions émises et en circulation ²	82 626 059	55 404 528
Nombre d'actions émises et en circulation – dilué ³	85 706 609	57 226 909
Nombre moyen d'actions en circulation – de base	72 356 918	48 376 433
Nombre moyen d'actions en circulation – dilué	80 941 606	55 576 702

¹ Exclut 4 532 119 actions en circulation dont les droits ne sont pas acquis relativement aux prêts destinés à l'achat d'actions pour les programmes de recrutement et de maintien en poste et 3 038 441 actions dont les droits ne sont pas acquis achetées par une fiducie pour les avantages sociaux des employés dans le cadre du régime d'intéressement à long terme (RILT).

² Comprend 4 532 119 actions en circulation dont les droits ne sont pas acquis relativement aux prêts destinés à l'achat d'actions pour les programmes de recrutement et de maintien en poste et 3 038 441 actions dont les droits ne sont pas acquis achetées par une fiducie pour les avantages sociaux des employés dans le cadre du RILT.

³ Inclut des engagements à l'égard de l'émission de 3 080 550 actions.

La Société a acquis la totalité de Genuity pour une contrepartie se composant de 26,5 millions d'actions ordinaires de Canaccord et d'une somme en espèces de 58,0 millions \$. Au 10 février 2011, la Société avait 82 684 718 actions ordinaires émises et en circulation, soit 27 280 190 actions ordinaires de plus qu'au 31 décembre 2009, en raison de l'émission d'actions dans le cadre de l'acquisition de Genuity et des régimes de rémunération à base d'actions. Se reporter à la note 5 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés pour de plus amples renseignements sur l'acquisition de Genuity.

RÉGIMES DE RÉMUNÉRATION À BASE D'ACTIONS

Options sur actions

La Société attribue des options sur ses actions ordinaires à des administrateurs indépendants et à des hauts dirigeants leur donnant la possibilité d'acheter jusqu'à concurrence de 2 599 993 actions ordinaires de la Société. Les droits rattachés aux options sur actions s'acquiescent sur une période de quatre à cinq ans et arrivent à échéance sept ans après la date d'attribution. Le prix d'exercice moyen pondéré des options sur actions est de 9,82 \$ l'action.

En mai 2010, la Société a attribué un total de 150 000 options sur actions à six administrateurs indépendants à un prix d'exercice de 8,39 \$ l'action. Les droits rattachés aux options sur actions s'acquiescent sur une période de quatre ans et arrivent à échéance sept ans après la date d'attribution ou 30 jours après que le participant cesse d'être administrateur.

Régime d'intéressement à long terme

En vertu du RILT, les unités d'actions temporairement inaccessibles (UATI) dont les droits sont acquis sur trois ans sont attribuées aux participants admissibles. Pour les employés du Canada, un fonds en fiducie pour les avantages sociaux des employés (la «fiducie») a été constitué et : a) la Société y versera des fonds qu'un fiduciaire utilisera pour acheter sur le marché libre des actions ordinaires de la Société qu'il détiendra en fiducie jusqu'à l'acquisition des droits rattachés aux UATI; ou b) la Société émettra des actions ordinaires à même le capital autorisé aux participants à la suite de l'acquisition des droits rattachés aux UATI. Pour les employés des États-Unis et du Royaume-Uni, au moment de chaque attribution d'UATI, la Société attribuera des actions ordinaires qu'elle émettra à même le capital autorisé au moment de l'acquisition des droits s'y rattachant pour chaque participant.

CENTRE FINANCIER INTERNATIONAL

Canaccord est membre de l'International Financial Centre British Columbia Society et exploite un centre financier international à Montréal, les deux organismes fournissant certains avantages financiers et fiscaux en vertu de l'*International Business Activity Act* de la Colombie-Britannique et de la *Loi sur les centres financiers internationaux* du Québec. Ainsi, le taux d'imposition global de Canaccord est inférieur à celui qui s'appliquerait autrement.

CHANGE

Canaccord gère son risque de change en couvrant périodiquement ses règlements en attente par l'achat de monnaies étrangères. Les gains et les pertes réalisés et latents ayant trait à ces opérations sont constatés dans les résultats au cours de l'exercice. Le 31 décembre 2010, les contrats à terme en cours visant la vente des dollars américains avaient un notionnel de 5,8 millions \$ US, une hausse de 3,0 millions \$ US par rapport à il y a un an. Les contrats à terme en cours visant l'achat de dollars américains avaient un notionnel de 19,0 millions \$ US, une augmentation de 14,0 millions \$ US par rapport à il y a un an. La juste valeur de ces contrats était nominale. Certaines opérations de Canaccord aux États-Unis et au Royaume-Uni sont libellées en monnaie locale; toutefois, tout risque de change à l'égard de ces opérations est généralement limité, étant donné que les règlements en attente des deux côtés de l'opération sont habituellement libellés en monnaie locale.

OPÉRATIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Les opérations sur titres effectuées par la Société pour le compte d'employés, de dirigeants et d'administrateurs de Canaccord se déroulent selon les mêmes modalités que celles pratiquées pour tous les clients. Le revenu de commissions sur l'ensemble de ces opérations n'est pas important par rapport à ceux provenant de l'ensemble des activités de Canaccord.

ESTIMATIONS COMPTABLES CRITIQUES

En raison de l'adoption des chapitres 1582, «Regroupements d'entreprises», 1601, «États financiers consolidés», et 1602, «Participations ne donnant pas le contrôle», du *Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés* (ICCA), et de la conclusion de l'acquisition de Genuity, la Société fournit des informations sur les conventions comptables qui suivent, en plus de celles déjà présentées dans le rapport annuel 2010 de Canaccord.

Écart d'acquisition et autres actifs incorporels

En raison de l'acquisition de Genuity, Canaccord a acquis l'écart d'acquisition et les autres actifs incorporels. L'écart d'acquisition est l'excédent du coût des sociétés acquises sur la juste valeur de leurs actifs nets, y compris les autres actifs incorporels, à la date d'acquisition. Pour l'identification et l'évaluation des autres actifs incorporels, la direction a utilisé des estimations et formulé des hypothèses. L'écart d'acquisition fait l'objet d'un test de dépréciation au moins une fois l'an, ou chaque fois qu'une perte de valeur éventuelle peut survenir par suite d'un événement ou d'un changement de situation, afin d'assurer que la juste valeur de l'unité d'exploitation à laquelle l'écart d'acquisition a été attribué est supérieure ou au moins égale à sa valeur comptable. La juste valeur est calculée en utilisant des modèles d'évaluation qui tiennent compte de facteurs comme le bénéfice projeté, les multiples cours-bénéfice, les taux d'actualisation, d'autres informations externes disponibles et des éléments comparables des marchés. Pour calculer la juste valeur, la direction doit poser des jugements touchant le choix des modèles d'évaluation ainsi que les hypothèses et les estimations à utiliser dans ces modèles et les calculs de valeurs. Ces jugements influent sur l'établissement de la juste valeur et sur toute imputation pour dépréciation qui en découle.

La durée d'utilité des actifs incorporels fait l'objet d'une appréciation, à savoir si elle est déterminée ou indéterminée. Les actifs incorporels dont la durée est déterminée sont amortis sur la durée économique et soumis à des tests de dépréciation lorsqu'il y a une indication que la valeur comptable de l'actif incorporel peut ne pas être recouvrable. Les périodes d'amortissement pour les actifs incorporels sont révisées chaque année. Les actifs incorporels à durée indéterminée ne sont pas amortis, mais sont soumis à un test de dépréciation annuellement ou plus fréquemment s'il y a une indication que l'actif peut avoir perdu de sa valeur.

MODIFICATION DE CONVENTIONS COMPTABLES

Regroupements d'entreprises et états financiers consolidés

Avec prise d'effet le 1^{er} avril 2010, la Société a adopté les chapitres 1582, «Regroupements d'entreprises», 1601, «États financiers consolidés», et 1602, «Participations ne donnant pas le contrôle», du *Manuel de l'ICCA*, qui remplacent les chapitres 1581, «Regroupements d'entreprises», et 1600, «États financiers consolidés». Le chapitre 1582 harmonise les lignes directrices canadiennes avec l'IFRS 3, *Regroupements d'entreprises*. Le chapitre 1601 reprend les lignes directrices du chapitre 1600, sauf en ce qui concerne les normes relatives à la comptabilisation des participations ne donnant pas le contrôle, qui font l'objet d'un chapitre distinct, soit le chapitre 1602. Le chapitre 1602 vise essentiellement à harmoniser les normes canadiennes avec la norme International Accounting Standard (IAS) 27 révisée, *États financiers consolidés et individuels*. Cette norme canadienne établit les lignes directrices relatives à la comptabilisation d'une participation ne donnant pas le contrôle dans une filiale dans les états financiers consolidés par suite d'un regroupement d'entreprises.

La Société est tenue d'adopter ces chapitres pour dresser ses états financiers intermédiaires à compter du 1^{er} avril 2011. L'adoption anticipée de ces chapitres est permise, mais les trois chapitres doivent être adoptés en même temps. La Société a adopté de manière anticipée les trois normes en même temps pour l'acquisition de Genuity et de TBG, en date du 1^{er} avril 2010.

Regroupements d'entreprises réalisés à compter du 1^{er} avril 2010

Par suite de l'adoption du chapitre 1582 du *Manuel de l'ICCA*, les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Le coût d'une acquisition correspond à la somme de la contrepartie transférée, évaluée à la juste valeur à la date de l'acquisition, et du montant de toute participation ne donnant pas le contrôle dans la société acquise. Les coûts d'acquisition sont passés en charges à mesure qu'ils sont engagés.

L'écart d'acquisition est initialement évalué au coût, soit l'excédent de la contrepartie transférée sur l'actif net identifiable qui a été acquis et le passif qui a été pris en charge par la Société. Si la contrepartie est inférieure à la juste valeur de l'actif net de la filiale acquise, la différence est comptabilisée à l'état des résultats.

Par suite de la comptabilisation initiale, l'écart d'acquisition est évalué au coût, après déduction du cumul des pertes de valeur. Pour les besoins des tests de dépréciation, à compter de la date d'acquisition, l'écart d'acquisition acquis dans un regroupement d'entreprises doit être affecté à chacune des unités génératrices de trésorerie de la Société qui devraient bénéficier du regroupement, que d'autres actifs ou passifs de la société acquise soient ou non affectés à ces unités.

Regroupements d'entreprises réalisés avant le 1^{er} avril 2010

Par opposition aux exigences susmentionnées, les différences suivantes continuent de s'appliquer :

Les regroupements d'entreprises ont été comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Les coûts de transaction directement attribuables à l'acquisition font partie des coûts d'acquisition, et la contrepartie transférée a été évaluée à la date de l'annonce. Les regroupements d'entreprises réalisés avant le 1^{er} avril 2010 n'ont pas été retraités afin de respecter les nouvelles conventions comptables.

PRISES DE POSITION COMPTABLES RÉCENTES**Normes internationales d'information financière (IFRS)**

Le Conseil des normes comptables (CNC) du Canada a confirmé que l'utilisation des IFRS serait exigée à compter de 2011 pour les entreprises à but lucratif ayant une obligation publique de rendre des comptes. La Société présentera ses premiers états financiers consolidés annuels et intermédiaires préparés selon les IFRS respectivement pour l'exercice terminé le 31 mars 2012 et le trimestre terminé le 30 juin 2011 et retraitera l'information correspondante présentée.

Nous avons présenté un rapport détaillé du projet et des différences importantes entre les PCGR du Canada et les IFRS dans le rapport annuel 2010, qui doit être lu avec la mise à jour suivante sur les IFRS. Voici une mise à jour de l'état du plan de conversion aux IFRS fondée sur le travail effectué au cours de la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2010.

Mise à jour de l'état du plan de conversion aux IFRS

La Société en est à la phase finale de conception et de planification de son plan de conversion.

Au cours de la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2010, la Société a :

- préparé des états financiers modèles selon les IFRS, qui soulignaient les différences liées aux informations à fournir par voie de notes et à la présentation, et les a présentés au comité de vérification;
- choisi des conventions comptables en vertu des IFRS et en a discuté avec les vérificateurs;
- déterminé les exceptions et les exemptions choisies par la Société en vertu de l'IFRS 1, «*Première application des Normes internationales d'information financière*»;
- passé en revue les modifications liées aux exigences en matière de capital réglementaire.

Nous continuerons d'évaluer l'incidence du passage aux IFRS sur notre technologie de l'information et nos systèmes de données, nos contrôles internes à l'égard de l'information financière ou nos contrôles et procédures de communication de l'information ainsi que toute autre incidence sur nos activités. Nous ne nous attendons pas à apporter d'importantes modifications à notre technologie de l'information et nos systèmes de données, à la conception de nos contrôles et procédures de communication de l'information ou à nos contrôles internes à l'égard de l'information financière selon nos activités d'exploitation en date d'aujourd'hui.

Sommaire des différences clés

Voici un résumé des différences clés relevées à ce jour entre les IFRS et les PCGR du Canada. À mesure que la Société effectue son analyse de mise en œuvre, elle pourrait relever de nouvelles différences.

Convention comptable	Différences clés dans le traitement comptable	Incidences potentielles importantes
Paiements à base d'actions	<p>PCGR du Canada <i>Constatation des charges</i> : L'amortissement des paiements à base d'actions peut être passé en charges sur une base linéaire ou selon le calendrier d'acquisition graduelle.</p> <p><i>Taux d'extinction</i> : Les PCGR du Canada permettent soit d'estimer le taux d'extinction à la date d'attribution ou de constater l'extinction au fur et à mesure.</p> <p>IFRS <i>Constatation des charges</i> : Le paiement fondé sur des actions doit être amorti selon le calendrier d'acquisition graduelle.</p> <p><i>Taux d'extinction</i> : Un taux d'extinction doit être évalué à la date d'attribution.</p> <p>Analyse L'amortissement des paiements à base d'actions doit être constaté selon le calendrier d'acquisition graduelle au taux d'extinction évalué à la date d'attribution. Le taux d'extinction sera revu annuellement.</p>	<p>Incidence sur le bilan d'ouverture consolidé selon les IFRS</p> <p>La différence entre la charge de rémunération au rendement après avoir utilisé la méthode d'amortissement graduel et l'évaluation du taux d'extinction pour tous les paiements fondés sur les actions non acquises donnera lieu à une modification de nos bénéfices non répartis au début de l'exercice.</p>
Instruments financiers	<p>PCGR du Canada Les actifs financiers sans prix coté sur un marché qui sont classés comme disponibles à la vente sont comptabilisés au coût.</p> <p>IFRS Les actifs financiers sans prix coté sur un marché qui sont classés comme disponibles à la vente sont comptabilisés à la juste valeur, à moins que celle-ci ne puisse être mesurée de façon fiable.</p> <p>Analyse Selon les PCGR du Canada, l'investissement de la Société dans le système de négociation parallèle Alpha est désigné disponible à la vente et est comptabilisé au coût. Selon les IFRS, l'investissement doit être comptabilisé à la juste valeur, à moins que celle-ci ne puisse être mesurée de façon fiable, et les gains et les pertes latents sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu.</p> <p>La Société a également passé en revue la différence dans le traitement comptable des coûts de transaction. Pour les instruments financiers autres que ceux classés comme détenus à des fins de transaction, il est permis, selon les PCGR du Canada, de les passer en charges ou de les ajouter à la valeur comptable de l'actif. Selon les IFRS, les coûts de transaction engagés pour tous les instruments financiers autres que ceux classés comme détenus à des fins de transaction sont inclus dans le coût de l'actif.</p>	<p>Incidence sur le bilan d'ouverture consolidé selon les IFRS</p> <p>La Société évalue actuellement l'incidence sur le bilan d'ouverture consolidé selon les IFRS.</p>

Dépréciation d'actifs	<p>PCGR du Canada Écart d'acquisition Un écart d'acquisition doit être soumis à un test de dépréciation annuellement ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquent qu'il pourrait avoir subi une dépréciation. Une perte de valeur est constatée lorsque la valeur comptable excède la juste valeur. Une perte de valeur ne peut être reprise.</p> <p>Actif incorporel dont la durée de vie est indéfinie Un actif incorporel dont la durée de vie est indéfinie doit être soumis à un test de dépréciation annuellement ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquent que l'actif pourrait avoir subi une dépréciation. Une perte de valeur est constatée lorsque la valeur comptable excède la juste valeur de l'actif. Une perte de valeur ne peut être reprise.</p> <p>Actif incorporel dont la durée de vie est définie Les actifs incorporels doivent être soumis à un test de dépréciation si des événements ou des changements de situation indiquent que l'actif pourrait avoir subi une dépréciation. Une perte de valeur est constatée lorsque la valeur comptable excède la juste valeur de l'actif. Une perte de valeur ne peut être reprise.</p> <p>IFRS Goodwill Le goodwill doit être soumis à un test de dépréciation annuellement ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquent qu'il pourrait avoir subi une dépréciation. Selon les IFRS, un test de dépréciation comportant une seule étape est effectué pour détecter et évaluer les dépréciations, pour comparer la valeur comptable d'un actif à sa valeur d'utilité ou à sa juste valeur diminuée des frais de vente, selon le plus élevé des deux montants. Une perte de valeur ne peut être une reprise au cours de périodes ultérieures.</p> <p>Actif incorporel à durée indéterminée Une dépréciation est calculée en comparant la valeur comptable et la valeur recouvrable de l'actif, et elle est testée annuellement ou plus fréquemment si des circonstances indiquent que l'actif pourrait avoir subi une dépréciation. Une dépréciation est constatée lorsque la valeur comptable de l'actif excède sa juste valeur diminuée des coûts de vente ou sa valeur d'utilité, selon le plus élevé des deux montants. Une perte de valeur peut ultérieurement faire l'objet d'une reprise d'un montant ne dépassant pas la valeur comptable qui aurait été obtenue en l'absence d'une perte de valeur.</p> <p>Actif incorporel à durée déterminée Une dépréciation est calculée en comparant la valeur comptable de l'actif et sa valeur recouvrable, et elle est testée seulement si des circonstances indiquent que l'actif pourrait avoir subi une dépréciation. Une dépréciation est constatée lorsque la valeur comptable de l'actif excède sa juste valeur diminuée des coûts de vente ou sa valeur d'utilité, selon le plus élevé des deux montants. Une perte de valeur peut ultérieurement faire l'objet d'une reprise d'un montant ne dépassant pas la valeur comptable qui aurait été obtenue en l'absence d'une perte de valeur.</p> <p>Analyse Ces différences peuvent donner lieu à des moins-values additionnelles selon les IFRS.</p>	<p>Incidence sur le bilan d'ouverture consolidé selon les IFRS</p> <p>La Société a récemment acquis des écarts d'acquisition et des actifs incorporels dans le cadre de l'acquisition de Genuity. À la date du présent rapport de gestion, elle n'avait comptabilisé aucune dépréciation.</p> <p>La Société préparera son test de dépréciation annuel selon les PCGR du Canada au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2011. Elle évaluera toute différence quantitative par rapport aux IFRS à ce moment-là.</p>
Impôts sur les bénéfices	<p>PCGR du Canada Les actifs et les passifs d'impôts futurs peuvent être classés au bilan comme des actifs ou des passifs à court terme ou à long terme.</p> <p>IFRS Les actifs ou les passifs d'impôts futurs doivent être classés au bilan comme des éléments non courants.</p> <p>Analyse La présentation du bilan sera différente du fait que l'ensemble des actifs ou des passifs d'impôts futurs seront classés comme des éléments non courants selon les IFRS. Les impôts pourraient aussi subir l'incidence de tout rajustement transitoire résultant de la conversion aux IFRS.</p>	<p>Incidence sur le bilan d'ouverture consolidé selon les IFRS</p> <p>La Société comptabilisera l'incidence des impôts futurs sur les rajustements transitoires.</p>

IFRS 1 – Première application

L'IFRS 1, *Première application des Normes internationales d'information financière*, précise que les IFRS devront être appliquées de façon rétrospective, cette exigence faisant l'objet de certaines exemptions facultatives et exceptions obligatoires. Les exemptions facultatives importantes sont résumées dans le tableau ci-dessous.

Regroupements d'entreprises	La Société choisira de ne pas appliquer l'IFRS 3, <i>Regroupements d'entreprises</i> , à tous les regroupements d'entreprises qui se sont produits avant le 1 ^{er} avril 2010. Elle a adopté par anticipation le chapitre 1582 du <i>Manuel de l'ICCA</i> , lequel est harmonisé avec l'IFRS 3 pour ce qui est de tous les regroupements d'entreprises ultérieurs au 1 ^{er} avril 2010. La Société choisira cette exemption facultative qui lui permet de ne pas retraiter l'ensemble des regroupements d'entreprises antérieurs au 1 ^{er} avril 2010.
Paiements fondés sur des actions	La Société choisira de ne pas appliquer l'IFRS 2, <i>Paiement fondé sur des actions</i> , de manière rétrospective aux paiements fondés sur des actions dont les droits étaient acquis à la date du basculement aux IFRS.
Écarts de conversion	Au moment du basculement, la Société choisira de reclasser dans les bénéfices non répartis tous les écarts de conversion cumulatifs pour les filiales étrangères autonomes qui sont inscrits dans le cumul des autres éléments du résultat étendu.

Au troisième trimestre de l'exercice 2011, la Société a déterminé les incidences quantitatives sur le bilan d'ouverture selon les IFRS au 1^{er} avril 2010. La Société a estimé que le reclassement de tous les écarts de conversion cumulatifs pour les filiales étrangères autonomes dans les bénéfices non répartis représente 35,3 millions \$ en date du 1^{er} avril 2010. La Société est présentement en train de déterminer l'incidence quantitative qu'auront les paiements fondés sur les actions, les impôts sur les bénéfices et d'autres ajustements possibles sur les bénéfices non répartis d'ouverture.

Le comité de vérification a reçu des mises à jour sur les IFRS chaque trimestre au cours de l'exercice 2010 et en recevra tout au long de l'exercice 2011 jusqu'à la date de la conversion. Il est au fait de la progression de la conversion à mesure qu'elle se déroule, et toutes les répercussions importantes, y compris les incidences quantitatives éventuelles, sont portées à son attention. Le comité de vérification est appelé à donner son approbation sur le choix des conventions comptables et les exemptions facultatives selon l'IFRS 1, sur les ajustements au bilan d'ouverture et sur les modifications à apporter à la présentation et à la communication de l'information dans les états financiers au cours de l'exercice 2011.

REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES**i) Marchés des capitaux Genuity**

Le 4 mars 2010, la Société a annoncé la conclusion d'une entente définitive visant l'acquisition du plein contrôle de Genuity, une entreprise de services-conseils et de restructuration indépendante et de premier plan au Canada. L'opération a été réalisée le 23 avril 2010 pour une contrepartie se composant de 26,5 millions d'actions ordinaires de Canaccord d'une valeur de 271,9 millions \$ et d'une somme en espèces de 30,0 millions \$. Le cours de l'action de 10,26 \$ a été établi d'après le cours de clôture au 22 avril 2010, soit la veille de la réalisation de l'opération. En outre, les vendeurs ont reçu 28 millions \$ à titre de rajustement du fonds de roulement par suite de la réalisation de l'opération. La totalité des actions ordinaires de Canaccord émises dans le cadre du prix d'achat ont été placées en main tierce à la réalisation et seront libérées au prorata sur cinq ans.

Cette opération a été comptabilisée selon le chapitre 1582, «Regroupements d'entreprises», du *Manuel de l'ICCA*, suivant la méthode de l'acquisition. L'état des résultats consolidé inclut les résultats de Genuity depuis la date de la clôture, soit le 23 avril 2010. Se reporter à la note 5 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

ii) The Balloch Group Limited

Le 22 novembre 2010, la Société a annoncé qu'elle consentait à acquérir la totalité de TBG, société chinoise indépendante de premier plan offrant des services de financement de sociétés dont le siège social se trouve à Beijing. Le prix d'acquisition s'est établi à 3,0 millions \$, plus un montant additionnel de 1,0 million \$ à titre de rajustement du fonds de roulement après la réalisation de l'acquisition. L'acquisition a été conclue le 17 janvier 2011.

Sous la bannière Canaccord Genuity Asia, les activités de Canaccord en Chine seront axées sur la prestation à des clients en Asie, de services de consultation relatifs aux fusions et acquisitions, aux partenariats stratégiques, aux placements sur les marchés internationaux et au financement par emprunts en Chine.

Dans le cadre de l'acquisition, des primes de maintien en fonction seront versées aux principaux membres du personnel de Canaccord Genuity Asia. Les primes de maintien en fonction comprendront l'émission de jusqu'à environ 1 187 800 actions ordinaires de la Société assorties d'une période d'acquisition des droits de cinq ans. Le nombre total d'actions ordinaires dont les droits seront acquis dépend également des produits qui seront dégagés par Canaccord Genuity Asia après la date de l'acquisition.

Cette opération a été comptabilisée conformément au chapitre 1582 du *Manuel de l'ICCA*, «Regroupements d'entreprises», selon la méthode d'acquisition. La Société a passé en charges des coûts liés aux acquisitions d'un montant de 1,8 million \$ au 31 décembre 2010. Ces coûts comprennent des honoraires de conseil et des honoraires professionnels engagés à l'égard de cette acquisition. Ils comprennent également des paiements liés à la restructuration du personnel qui a résulté de cette acquisition.

La Société est en train de déterminer la répartition du prix d'acquisition à l'égard de cette acquisition. La répartition provisoire sera présentée dans les états financiers consolidés vérifiés de la Société pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION ET CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Contrôles et procédures de communication de l'information

D'après une évaluation effectuée en date du 31 mars 2010, le président et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances ont conclu que la conception et le fonctionnement de nos contrôles et procédures de communication de l'information étaient efficaces, selon le Règlement 52-109. Au cours de la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2010, il n'y a eu aucun changement qui ait influé de façon notable, ou qui risque d'influer de façon notable, sur les contrôles et procédures de communication de l'information de Canaccord.

Changements dans le contrôle interne à l'égard de l'information financière

Une évaluation du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société a été effectuée en date du 31 mars 2010. D'après cette évaluation, le président et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances ont conclu que nos contrôles internes à l'égard de l'information financière étaient conçus et fonctionnaient efficacement, selon le Règlement 52-109, et qu'il n'y avait aucune lacune importante. Il n'y a eu aucun changement dans le contrôle interne à l'égard de l'information financière effectué au cours de la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2010 qui ait influé de façon notable, ou qui risque d'influer de façon notable, sur les contrôles internes à l'égard de l'information financière de Canaccord.

POLITIQUE EN MATIÈRE DE DIVIDENDES

Les dividendes devraient être déclarés et payés trimestriellement, mais le conseil d'administration en déterminera le montant et le moment à son entière discrétion. Tous les paiements de dividendes seront tributaires de la conjoncture économique générale, de la situation financière, des résultats d'exploitation et des besoins en capital de Canaccord, ainsi que d'autres facteurs que le conseil jugera pertinents.

DÉCLARATION DE DIVIDENDES

Le 9 février 2011, le conseil d'administration a approuvé un dividende trimestriel de 0,075 \$ par action payable le 15 mars 2011 aux actionnaires inscrits le 4 mars 2011.

INFORMATIONS TRIMESTRIELLES HISTORIQUES

Les produits de Canaccord tirés d'une opération de prise ferme ne sont comptabilisés que lorsque l'opération est conclue. Par conséquent, la date de constatation des produits peut avoir une incidence notable sur les résultats trimestriels de Canaccord. La structure des charges des activités de Canaccord est axée sur la prestation de services et de couverture dans le contexte actuel du marché. Si l'activité générale des marchés des capitaux ralentissait considérablement, Canaccord pourrait subir des pertes.

Le tableau suivant présente les principales informations financières trimestrielles pour les neuf derniers trimestres jusqu'au 31 décembre 2010. Ces informations ne sont pas vérifiées, mais elles reflètent tous les ajustements récurrents qui sont, de l'avis de la direction, nécessaires à une juste présentation des résultats d'exploitation pour les périodes présentées. Les comparaisons d'un trimestre à l'autre des résultats financiers ne sont pas nécessairement significatives et ne doivent pas être considérées comme une indication du rendement futur.

(en milliers de \$ CA, sauf les montants par action)	Exercice 2011			Exercice 2010			Exercice 2009		
	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3
Produits									
Canaccord Genuity	177 758 \$	96 963 \$	100 152 \$	83 496 \$	116 090 \$	78 475 \$	85 497 \$	64 972 \$	49 250 \$
Gestion du patrimoine									
Canaccord	68 599	44 539	47 207	54 990	51 733	40 138	40 185	37 255	33 532
Non sectoriel et autres	8 477	7 783	4 558	4 647	5 374	5 131	11 781	4 769	4 406
Total des produits	254 834 \$	149 285 \$	151 917 \$	143 133 \$	173 197 \$	123 744 \$	137 463 \$	106 996 \$	87 188 \$
Bénéfice net	42 704	9 711	4 875	7 526	15 113	6 746	9 112	3 666	(62 378)
RPA – de base	0,57 \$	0,13 \$	0,07 \$	0,15 \$	0,31 \$	0,14 \$	0,19 \$	0,07 \$	(1,27) \$
RPA – dilué	0,51 \$	0,12 \$	0,06 \$	0,14 \$	0,27 \$	0,12 \$	0,16 \$	0,07 \$	(1,27) \$

RISQUES

La capacité de la Société de maintenir et d'exercer sa stratégie d'entreprise avec succès est tributaire de la réputation personnelle de ses employés cadres de haut niveau, de leur jugement, de leur aptitude à développer les affaires et de leur compétence en matière de réalisation de projet. Toute perturbation dans la gestion pourrait se traduire par la perte de clients ou de produits tirés de clients et pourrait avoir une incidence considérable sur les affaires et les résultats d'exploitation de la Société.

Le secteur des valeurs mobilières et les activités de Canaccord sont, de par leur nature, assujettis à de nombreux risques inhérents. La conjoncture économique, la concurrence et les facteurs du marché, comme la volatilité des marchés canadiens et internationaux, les taux d'intérêt, le prix des marchandises, les cours du marché, les volumes de négociation et la liquidité auront une incidence importante sur la rentabilité de Canaccord. Un placement dans des actions ordinaires de Canaccord comporte de nombreux risques, dont certains, y compris le risque de marché, le risque d'illiquidité, le risque de crédit, le risque opérationnel, le risque lié à la réglementation et le risque juridique, pourraient être importants et sont inhérents aux activités de Canaccord. Canaccord est également directement exposée au risque de prix du marché, au risque d'illiquidité et au risque de volatilité en raison de ses activités de négociation à titre de contrepartiste, et au risque de taux d'intérêt du fait de ses activités de négociation de titres à revenu fixe comme contrepartiste. Les produits tirés de Gestion du patrimoine Canaccord sont liés aux

volumes de négociation et, à ce titre, à l'importance de l'activité sur les marchés et au degré de confiance des investisseurs. Les produits de Canaccord Genuity dépendent de l'activité de financement par les sociétés émettrices et de la volonté des clients institutionnels de négocier des opérations sur les marchés des capitaux et d'y participer activement. Il peut également exister un écart entre les fluctuations du marché, l'évolution de la conjoncture économique et le niveau d'activité de Canaccord sur le marché, et l'incidence que ces facteurs ont sur les résultats d'exploitation et la situation financière de Canaccord.

Le secteur des services financiers est astreint à une abondante réglementation au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni et ailleurs dans le monde.

L'observation de nombre de ces règlements comporte pour Canaccord beaucoup de risques, surtout dans les domaines où la réglementation prête à interprétation et à modification. Une modification de la réglementation et des interprétations pourrait avoir une incidence importante sur les activités et le rendement de la Société. Le cadre de la gestion du capital mis en place par la Société est conçu pour maintenir le capital à un niveau qui respecte les ratios cibles des filiales réglementées de la Société, fixés par leurs organismes de réglementation respectifs, permet de financer les activités actuelles et futures, permet d'assurer que la Société peut s'acquitter de ses obligations financières à mesure qu'elles viennent à échéance, et favorise la création de valeur pour les actionnaires. La liste des organismes de réglementation auxquels certaines filiales de la Société sont soumises figure à la note 13 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés du 31 décembre 2010.

Un rapport sur les risques figure dans la notice annuelle.

INFORMATION ADDITIONNELLE

Un rapport détaillé sur nos activités, nos stratégies, nos objectifs et nos risques figure dans la notice annuelle et le rapport de gestion, y compris les états financiers consolidés annuels vérifiés, qui se trouvent dans le rapport annuel de 2010 de Canaccord, et qui sont disponibles sur notre site Web, à l'adresse <http://www.canaccordfinancial.com/fr/ir/finreports/pages/default.aspx>, et sur SEDAR, à l'adresse www.sedar.com.

BILANS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES*(non vérifié)*

Aux (en milliers de dollars)

31 décembre 2010

31 mars 2010

ACTIF**À court terme**

Trésorerie et équivalents de trésorerie	713 117 \$	731 852 \$
Titres détenus [note 3]	1 098 154	362 755
Débiteurs [notes 4 et 11]	2 383 057	1 972 924
Impôts futurs	16 473	13 190
Total de l'actif à court terme	4 210 801	3 080 721
Placement	5 000	5 000
Matériel et améliorations locatives	36 860	38 127
Actifs incorporels [note 6]	74 854	–
Écart d'acquisition [note 6]	242 074	–
	4 569 589 \$	3 123 848 \$

PASSIF ET CAPITAUX PROPRES**À court terme**

Dette bancaire	34 914 \$	29 435 \$
Titres vendus à découvert [note 3]	853 869	364 137
Créditeurs et charges à payer [notes 4 et 11]	2 910 424	2 308 146
Impôts sur les bénéfices à payer	8 668	5 385
Dette subordonnée [note 8]	15 000	15 000
Total du passif à court terme	3 822 875	2 722 103
Impôts futurs	23 120	–
	3 845 995	2 722 103

Engagements et éventualités [note 14]

Capitaux propres

Actions ordinaires [note 9]	464 520	185 691
Surplus d'apport	55 102	57 351
Bénéfices non répartis	238 569	194 007
Cumul des autres éléments du résultat étendu	(34 597)	(35 304)
Total des capitaux propres	723 594	401 745
	4 569 589 \$	3 123 848 \$

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

ÉTATS DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

(non vérifié)

	Pour les périodes de trois mois terminées les		Pour les périodes de neuf mois terminées les	
	31 décembre 2010	31 décembre 2009	31 décembre 2010	31 décembre 2009
<i>(en milliers de dollars, sauf les montants par action)</i>				
PRODUITS				
Commissions	87 433 \$	60 696 \$	212 691 \$	172 780 \$
Financement de sociétés	116 716	82 089	223 853	161 045
Honoraires de consultation	25 276	6 328	59 212	30 878
Négociation à titre de contrepartiste	10 658	15 645	26 213	38 704
Intérêts	7 753	3 099	16 333	9 696
Divers	6 998	5 340	17 734	21 301
	254 834	173 197	556 036	434 404
CHARGES				
Rémunération au rendement	127 033	93 872	271 947	226 301
Charges de personnel	14 739	14 945	46 877	42 730
Frais de négociation	7 937	7 140	22 883	21 466
Locaux et matériel	7 077	6 228	19 755	18 214
Communications et technologie	6 111	5 838	19 159	16 572
Intérêts	3 037	631	5 326	1 968
Frais d'administration	17 049	13 609	48 830	37 195
Amortissement [note 6]	2 786	1 904	9 776	5 731
Frais de développement	5 819	6 720	16 075	18 061
Coûts liés aux acquisitions [notes 5 et 15]	1 750	–	12 740	–
	193 338	150 887	473 368	388 238
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	61 496	22 310	82 668	46 166
Charge d'impôts sur les bénéfices [note 7]				
Exigibles	18 211	7 070	24 091	11 429
Futurs	581	127	1 287	3 766
	18 792	7 197	25 378	15 195
Bénéfice net de la période	42 704 \$	15 113 \$	57 290 \$	30 971 \$
Résultat de base par action [note 9 iv]	0,57 \$	0,31 \$	0,79 \$	0,64 \$
Résultat dilué par action [note 9 iv]	0,51 \$	0,27 \$	0,71 \$	0,56 \$

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

ÉTATS DU RÉSULTAT ÉTENDU CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

(non vérifié)

(en milliers de dollars)	Pour les périodes de trois mois terminées les		Pour les périodes de neuf mois terminées les	
	31 décembre 2010	31 décembre 2009	31 décembre 2010	31 décembre 2009
Bénéfice net de la période	42 704 \$	15 113 \$	57 290 \$	30 971 \$
Autres éléments du résultat étendu, déduction faite des impôts et des taxes				
Gains nets latents (pertes nettes latentes) à la conversion des comptes des établissements étrangers autonomes	(3 683)	(63)	707	(10 082)
Résultat étendu de la période	39 021 \$	15 050 \$	57 997 \$	20 889 \$

ÉTATS DE LA VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

(non vérifié)

(en milliers de dollars)	Aux 31 décembre 2010 et 2009 et pour les neuf mois terminés à ces dates	
	31 décembre 2010	31 décembre 2009
Actions ordinaires au début de la période	185 691 \$	183 619 \$
Actions émises dans le cadre de l'acquisition de Genuity [note 5]	271 900	–
Actions émises dans le cadre du RILT	5 918	3 819
Acquisition d'actions ordinaires aux fins du RILT	(14 688)	(11 691)
Libération d'actions ordinaires dont les droits sont acquis, achetées par le fonds de fiducie pour les avantages sociaux des employés	16 777	10 035
Prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires dont les droits ne sont pas acquis	(1 078)	2 828
Actions ordinaires à la fin de la période	464 520	188 610
Surplus d'apport au début de la période	57 351	44 383
Rémunération à base d'actions	(2 163)	4 742
Prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires dont les droits ne sont pas acquis	(86)	154
Surplus d'apport à la fin de la période	55 102	49 279
Bénéfices non répartis au début de la période	194 007	160 868
Bénéfice net de la période	57 290	30 971
Dividendes	(12 728)	(2 813)
Bénéfices non répartis à la fin de la période	238 569	189 026
Cumul des autres éléments du résultat étendu au début de la période	(35 304)	(16 166)
Autres éléments du résultat étendu de la période	707	(10 082)
Cumul des autres éléments du résultat étendu à la fin de la période	(34 597)	(26 248)
Capitaux propres	723 594 \$	400 667 \$

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

ÉTATS DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

(non vérifié)

(en milliers de dollars)	Pour les périodes de trois mois terminées les		Pour les périodes de neuf mois terminées les	
	31 décembre 2010	31 décembre 2009	31 décembre 2010	31 décembre 2009
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION				
Bénéfice net de la période	42 704 \$	15 113 \$	57 290 \$	30 971 \$
Éléments sans effet sur la trésorerie				
Amortissement	2 786	1 904	9 776	5 731
Charge de rémunération à base d'actions	7 294	5 874	19 863	16 949
Charge d'impôts futurs	581	127	1 287	3 766
Gain sur des titres de papier commercial adossé à des actifs (PCAA) et ajustement à la juste valeur	-	(4 559)	-	(4 559)
Variations des éléments hors caisse du fonds de roulement				
Diminution (augmentation) des titres détenus	169 943	112 437	(730 195)	(271 752)
Diminution (augmentation) des débiteurs	593 657	670 252	(402 960)	(255 291)
Augmentation (diminution) des impôts sur les bénéfices à payer	14 346	5 877	(1 997)	25 231
(Diminution) augmentation des titres vendus à découvert	(382 078)	(57 345)	489 665	245 822
(Diminution) augmentation des créditeurs et charges à payer	(336 619)	(630 792)	614 297	329 681
Flux de trésorerie d'exploitation	112 614	118 888	57 026	126 549
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT				
Acquisition d'actions ordinaires dans le cadre du RILT	-	(6 454)	(14 688)	(11 691)
Diminution (augmentation) des prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires dont les droits ne sont pas acquis	3 636	(308)	(1 077)	2 828
Dividendes versés	(4 183)	(2 770)	(12 539)	(2 770)
Variation de la dette bancaire	(29 820)	(41 000)	5 478	(31 000)
Remboursement d'une dette subordonnée	-	-	-	(10 000)
Flux de trésorerie de financement	(30 367)	(50 532)	(22 826)	(52 633)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT				
Acquisition de Genuity	-	-	(37 997)	-
Actif net acquis auprès de Genuity	-	-	(11 227)	-
Achat de matériel et améliorations locatives	(1 576)	(993)	(2 339)	(1 558)
Acquisition d'Intelli	-	(1 199)	-	(1 199)
Produit du remboursement d'un placement dans des titres de PCAA, montant net	-	9 871	-	11 632
Flux de trésorerie d'investissement	(1 576)	7 679	(51 563)	8 875
Incidence du change sur les soldes de trésorerie	(4 462)	(2 914)	(1 372)	(1 388)
Augmentation (diminution) de la situation de trésorerie	76 209	73 121	(18 735)	81 403
Situation de trésorerie au début de la période	636 908	709 455	731 852	701 173
Situation de trésorerie à la fin de la période	713 117 \$	782 576 \$	713 117 \$	782 576 \$
Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie				
Intérêts payés	3 922 \$	579 \$	5 970 \$	1 806 \$
Impôts sur les bénéfices payés	4 215	591	23 961	2 594

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

(Non vérifié)

Pour les périodes de trois mois et de neuf mois terminées le 31 décembre 2010 (en milliers de dollars, sauf les montants)

Par l'entremise de ses principales filiales, la Financière Canaccord Inc. (la «Société»), courtier en valeurs mobilières de plein exercice indépendant et de premier plan au Canada, mène des activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni et aux États-Unis. La Société exerce ses activités dans les deux principaux secteurs de l'industrie des valeurs mobilières : les marchés des capitaux et les services de gestion du patrimoine. Ensemble, ces activités offrent une vaste gamme de produits de placement complémentaires, de services de courtage et de services de financement de sociétés à la clientèle de la Société composée de particuliers, d'institutions et de sociétés.

Les activités de la Société sont cycliques, et les produits et le bénéfice connaissent de grandes variations d'un trimestre à l'autre et d'un exercice à l'autre en raison de facteurs qui ne dépendent pas de la Société. Les activités de la Société sont touchées par la situation générale sur les marchés des actions et des obligations nord-américains et européens, y compris les variations saisonnières.

1. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Mode de présentation et périmètre de consolidation

Les présents états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ont été dressés par la Société selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada se rapportant aux états financiers intermédiaires appliqués de manière uniforme. Ces états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés sont fondés sur les mêmes conventions comptables et méthodes d'application que celles énoncées à la note 1 afférente aux états financiers consolidés vérifiés de la Société au 31 mars 2010 et pour l'exercice terminé à cette date déposés dans SEDAR le 19 mai 2010 (les états financiers consolidés annuels vérifiés), à l'exception des modifications de conventions comptables qui figurent à la note 2. Par conséquent, ils ne comprennent pas tous les renseignements et toutes les notes exigés aux fins de la conformité aux PCGR du Canada pour les états financiers annuels. Les présents états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés et les notes y afférentes doivent être lus avec les états financiers consolidés annuels vérifiés.

La préparation des présents états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés et des notes y afférentes exige que la direction fasse des estimations et formule des hypothèses qui influent sur les montants constatés. De l'avis de la direction, les présents états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés reflètent tous les rajustements nécessaires pour présenter de manière fidèle les résultats des périodes visées. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations, et les résultats d'exploitation des périodes intermédiaires présentées ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats auxquels on pourrait s'attendre pour l'exercice entier.

En raison de l'adoption des chapitres 1582, «Regroupements d'entreprises», 1601, «États financiers consolidés», et 1602, «Participations ne donnant pas le contrôle», du *Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA)*, et de la conclusion de l'acquisition de Marchés des capitaux Genuity («Genuity») et de The Balloch Group Limited («TBG»), la Société fournit des informations sur les conventions comptables qui suivent, en plus de celles déjà présentées dans les états financiers consolidés annuels vérifiés.

Écart d'acquisition

L'écart d'acquisition représente l'excédent du prix d'achat payé pour l'acquisition sur la juste valeur des actifs corporels et incorporels identifiables nets acquis. Par suite de la comptabilisation initiale, l'écart d'acquisition est évalué au coût, après déduction du cumul des pertes de valeur.

Actifs incorporels

Le coût des actifs incorporels identifiables acquis dans le cadre d'un regroupement d'entreprises correspond à la juste valeur à la date d'acquisition. Par suite de la comptabilisation initiale, les actifs incorporels sont comptabilisés au coût, après déduction de l'amortissement cumulé et du cumul des pertes de valeur.

La durée d'utilité des actifs incorporels fait l'objet d'une appréciation, à savoir si elle est déterminée ou indéterminée. Les actifs incorporels dont la durée est déterminée sont amortis sur la durée économique et soumis à des tests de dépréciation lorsqu'il y a une indication que la valeur comptable de l'actif incorporel peut ne pas être recouvrable. Les périodes d'amortissement pour les actifs incorporels sont révisées chaque année. Les actifs incorporels à durée indéterminée ne sont pas amortis, mais sont soumis à un test de dépréciation annuellement ou plus fréquemment s'il y a une indication que l'actif peut avoir perdu de sa valeur.

Test de dépréciation de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels à durée indéterminée

Selon le chapitre 3064, «Écarts d'acquisition et actifs incorporels», du *Manuel de l'ICCA*, la Société doit chaque année évaluer l'écart d'acquisition et les actifs incorporels à durée indéterminée pour établir s'il y a eu perte de valeur. L'écart d'acquisition et les actifs incorporels à durée indéterminée doivent également faire l'objet d'un test de dépréciation chaque fois qu'une perte de valeur risque de survenir par suite d'un événement ou d'un changement de situation, afin d'assurer que la juste valeur de l'unité d'exploitation à laquelle l'écart d'acquisition et les actifs incorporels à durée indéterminée ont été attribués est supérieure ou au moins égale à sa valeur comptable. Lorsque la valeur comptable d'un actif est supérieure à sa valeur recouvrable, l'actif est considéré comme étant déprécié, et sa valeur comptable est ramenée à sa valeur recouvrable. Toute perte de valeur de l'écart d'acquisition ou des actifs incorporels à durée indéterminée sera comptabilisée à titre de charge pendant la période de dépréciation, et les reprises subséquentes de perte de valeur sont interdites.

Prises de position comptables récentes**Normes internationales d'information financière (IFRS)**

Le Conseil des normes comptables (CNC) du Canada a confirmé que l'utilisation des IFRS serait exigée à compter de 2011 pour les entreprises à but lucratif ayant une obligation publique de rendre des comptes. Les IFRS remplaceront les PCGR du Canada auxquels se conforme actuellement la Société. L'adoption de ces normes vise à améliorer la comparaison de l'information financière entre les pays et la transparence. La Société sera tenue de commencer à présenter ses informations financières selon les IFRS pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012 et devra fournir les informations selon les IFRS pour les périodes correspondantes présentées.

La Société est actuellement en train d'évaluer l'incidence potentielle des IFRS sur ses états financiers consolidés. Le rendement financier et la situation financière consolidés de la Société présentés dans les états financiers actuels selon les PCGR du Canada peuvent différer de manière importante lorsqu'ils sont présentés conformément aux IFRS. Certaines différences notables relevées entre les IFRS et les PCGR du Canada peuvent avoir une incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société.

2. MODIFICATION DE CONVENTIONS COMPTABLES**Regroupements d'entreprises et états financiers consolidés**

Avec prise d'effet le 1^{er} avril 2010, la Société a adopté les chapitres 1582, «Regroupements d'entreprises», 1601, «États financiers consolidés», et 1602, «Participations ne donnant pas le contrôle», du *Manuel de l'ICCA*, qui remplacent les chapitres 1581, «Regroupements d'entreprises», et 1600, «États financiers consolidés». Le chapitre 1582 harmonise les lignes directrices canadiennes avec l'IFRS 3, *Regroupements d'entreprises*. Le chapitre 1601 reprend les lignes directrices du chapitre 1600, sauf en ce qui concerne les normes relatives à la comptabilisation des participations ne donnant pas le contrôle, qui font l'objet d'un chapitre distinct, soit le chapitre 1602. Le chapitre 1602 vise essentiellement à harmoniser les normes canadiennes avec la norme International Accounting Standard (IAS) 27 révisée, *États financiers consolidés et individuels*. Cette norme canadienne établit les lignes directrices relatives à la comptabilisation d'une participation ne donnant pas le contrôle dans une filiale dans les états financiers consolidés par suite d'un regroupement d'entreprises.

La Société est tenue d'adopter ces chapitres pour dresser ses états financiers intermédiaires à compter du 1^{er} avril 2011. L'adoption anticipée de ces chapitres est permise, mais les trois chapitres doivent être adoptés en même temps. La Société a adopté de manière anticipée les trois normes en même temps pour les acquisitions de Genuity [note 5] et de TBG [note 15], en date du 1^{er} avril 2010.

Regroupements d'entreprises réalisés à compter du 1^{er} avril 2010

Par suite de l'adoption du chapitre 1582 du *Manuel de l'ICCA*, les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Le coût d'une acquisition correspond à la somme de la contrepartie transférée, évaluée à la juste valeur à la date de l'acquisition, et du montant de toute participation ne donnant pas le contrôle dans la société acquise. Les coûts d'acquisition sont passés en charges à mesure qu'ils sont engagés.

L'écart d'acquisition est initialement évalué au coût, soit l'excédent de la contrepartie transférée sur l'actif net identifiable qui a été acquis et le passif qui a été pris en charge par la Société. Si la contrepartie est inférieure à la juste valeur de l'actif net de la filiale acquise, la différence est comptabilisée à l'état des résultats.

Par suite de la comptabilisation initiale, l'écart d'acquisition est évalué au coût, après déduction du cumul des pertes de valeur. Pour les besoins des tests de dépréciation, à compter de la date d'acquisition, l'écart d'acquisition acquis dans un regroupement d'entreprises doit être affecté à chacune des unités génératrices de trésorerie de la Société qui devraient bénéficier du regroupement, que d'autres actifs ou passifs de la société acquise soient ou non affectés à ces unités.

L'adoption de ces normes a eu une incidence importante sur la comptabilisation par la Société du regroupement d'entreprises avec Genuity, qui se présente comme suit :

- Les coûts de transaction n'ont pas été inclus dans le prix d'acquisition et ont plutôt été passés en charges à mesure qu'ils ont été engagés. Par conséquent, la Société a passé en charges environ 5,0 millions \$ au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2010 et 11,0 millions \$ au cours de la période de trois mois terminée le 30 juin 2010.
- La date d'évaluation des instruments de capitaux propres émis par la Société en contrepartie de l'acquisition correspond à la date d'acquisition (cours de clôture en date du 22 avril 2010) et non à la date correspondant à la moyenne des quelques jours avant et après la date à laquelle ont été convenues et annoncées les conditions de l'acquisition (4 mars 2010). Ainsi, la Société a utilisé un cours de 10,26 \$ l'action contre un cours de 9,49 \$ l'action pour évaluer la contrepartie, ce qui a accru le prix d'acquisition relatif au regroupement d'entreprises de 20,3 millions \$ et a augmenté d'un montant équivalent l'écart d'acquisition comptabilisé au bilan consolidé.

L'adoption de ces normes a aussi donné lieu à des coûts liés aux acquisitions additionnels de 1,8 million \$ qui ont été comptabilisés au cours de la période de trois mois terminée le 31 décembre 2010 relativement à l'acquisition de TBG, qui a été conclue le 17 janvier 2011 [note 15].

Regroupements d'entreprises réalisés avant le 1^{er} avril 2010

Par opposition aux exigences susmentionnées, les différences suivantes continuent de s'appliquer :

Les regroupements d'entreprises ont été comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Les coûts de transaction directement attribuables à l'acquisition font partie des coûts d'acquisition, et la contrepartie transférée a été évaluée à la date de l'annonce. Les regroupements d'entreprises réalisés avant le 1^{er} avril 2010 n'ont pas été retraités afin de respecter les conventions comptables décrites ci-dessus.

3. TITRES DÉTENUS ET TITRES VENDUS À DÉCOUVERT

	31 décembre 2010		31 mars 2010	
	Titres détenus	Titres vendus à découvert	Titres détenus	Titres vendus à découvert
Titres de créance de sociétés et de gouvernements	947 910 \$	829 819 \$	282 686 \$	342 916 \$
Actions et débiteures convertibles	148 530	24 050	79 098	21 221
Placement dans des titres de papier commercial adossé à des actifs	1 714	–	971	–
	1 098 154 \$	853 869 \$	362 755 \$	364 137 \$

Au 31 décembre 2010, les titres de créance de sociétés et de gouvernements arrivaient à échéance de 2011 à 2060 [de 2010 à 2060 au 31 mars 2010] et portaient intérêt à des taux allant de 0,50 % à 14,00 % [de 0,50 % à 14,00 % au 31 mars 2010].

4. DÉBITEURS ET CRÉDITEURS ET CHARGES À PAYER**Débiteurs**

	31 décembre 2010	31 mars 2010
Courtiers en valeurs mobilières	1 407 202 \$	932 408 \$
Clients	423 424	503 733
Soldes de trésorerie de REER détenus en fiducie	478 557	475 220
Divers	73 874	61 563
	2 383 057 \$	1 972 924 \$

Créditeurs et charges à payer

	31 décembre 2010	31 mars 2010
Courtiers en valeurs mobilières	1 470 623 \$	949 595 \$
Clients	1 222 969	1 188 545
Divers	216 832	170 006
	2 910 424 \$	2 308 146 \$

Les montants à payer à des courtiers et à recevoir de ceux-ci comprennent les soldes des opérations de prise en pension et de mise en pension de titres, les titres prêtés et empruntés ainsi que les montants liés aux contreparties des courtiers.

La Société exerce des activités de prêt et d'emprunt de titres principalement pour faciliter le processus de règlement des titres. Ces arrangements sont généralement à court terme, des intérêts étant reçus lorsque les espèces sont livrées et des intérêts étant versés lorsque les espèces sont reçues. Les titres empruntés et les titres prêtés sont comptabilisés au montant des garanties au comptant livrées et reçues dans le cadre des opérations. Les opérations d'emprunt de titres exigent que la Société dépose une somme au comptant, des lettres de crédit ou une autre garantie auprès du prêteur. Pour les titres prêtés, la Société reçoit une garantie sous la forme d'une somme au comptant ou sous une autre forme dont le montant est généralement supérieur à la valeur marchande des titres prêtés. La Société surveille chaque jour la juste valeur des titres empruntés et prêtés par rapport à la garantie au comptant et, le cas échéant, elle peut exiger que les contreparties déposent une garantie additionnelle ou elle peut remettre une partie de la garantie déposée pour s'assurer que ces opérations sont assorties d'une sûreté suffisante.

Les opérations de prise en pension et de mise en pension de titres représentent des opérations de financement garanties. La Société reçoit des titres pris en pension, assure la livraison des titres mis en pension, surveille chaque jour la valeur marchande de ces titres et donne ou reçoit une garantie additionnelle, s'il y a lieu.

Les achats de titres des clients se font au comptant ou sur marge. Dans le cas des titres achetés sur marge, la Société accorde un prêt au client pour l'achat de titres, en prenant en garantie les titres achetés ou d'autres titres dans le compte du client. Les montants des prêts aux clients sont limités par les règlements sur les marges de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières (OCRCVM) et d'autres organismes de réglementation, et sont soumis aux procédés d'examen de crédit et de contrôle quotidien de la Société.

Les sommes à recevoir des clients ou à verser à ces derniers sont exigibles à la date de règlement de l'opération de négociation. Les prêts sur marge sont remboursables à vue et sont garantis par les actifs dans les comptes des clients. L'intérêt sur les prêts sur marge et sur les sommes dues aux clients est fondé sur un taux variable [respectivement de 6,00 % à 6,25 % et de 0,00 % à 0,05 % au 31 décembre 2010, et respectivement de 5,25 % à 6,25 % et de 0,00 % à 0,05 % au 31 mars 2010].

5. REGROUPEMENT D'ENTREPRISES

Le 4 mars 2010, la Société a annoncé la conclusion d'une entente définitive visant l'acquisition du plein contrôle de Genuity, une entreprise de services-conseils et de restructuration indépendante et de premier plan au Canada. L'opération a été réalisée le 23 avril 2010 pour une contrepartie se composant de 26,5 millions d'actions ordinaires de Canaccord d'une valeur de 271,9 millions \$ et d'une somme en espèces de 30,0 millions \$. Les actions émises ont été évaluées à 10,26 \$ l'action d'après le cours de clôture au 22 avril 2010, soit la veille de la réalisation de l'opération. En outre, les vendeurs ont reçu 28 millions \$ à titre de rajustement du fonds de roulement par suite de la réalisation de l'opération. La totalité des actions ordinaires de Canaccord émises dans le cadre du prix d'achat ont été placées en main tierce à la réalisation et seront libérées au prorata sur cinq ans.

Cette opération a été comptabilisée selon le chapitre 1582, «Regroupements d'entreprises», du *Manuel de l'ICCA* [note 2], suivant la méthode de l'acquisition. L'état des résultats consolidé inclut les résultats de Genuity depuis la date de la clôture, soit le 23 avril 2010. La Société n'a pas présenté l'apport aux produits et au bénéfice net de Genuity pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2010 comme l'exige le chapitre 1582 du *Manuel de l'ICCA*, puisque la Société juge qu'il est impraticable de fournir ces informations. La Société a entièrement intégré les activités et les registres comptables de Genuity dans son secteur d'exploitation Canaccord Genuity; de ce fait, la Société n'est pas en mesure de distinguer les produits et le bénéfice net provenant de Genuity depuis l'acquisition du 23 avril 2010.

Les coûts liés à cette opération ont totalisé 11,0 millions \$ pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2010. Ils comprennent les honoraires professionnels et de conseil, les frais de résiliation de baux et les frais de restructuration liés au personnel engagés dans le cadre de cette acquisition.

Coûts liés aux acquisitions

Indemnités de départ	5 968 \$
Frais de résiliation de baux	2 800
Honoraires professionnels et de conseil	869
Divers	1 353
Total	10 990 \$

Le prix d'acquisition, soit la juste valeur de la contrepartie versée à la date de l'acquisition, et la juste valeur de l'actif net acquis à la date de l'acquisition sont comme suit :

Contrepartie versée

Espèces	58 000 \$
Actions ordinaires émises (26,5 millions d'actions d'une valeur de 10,26 \$ l'action)	271 900
	329 900 \$

Actif net acquis

Actifs corporels nets	28 212 \$
Actifs incorporels identifiables	79 050
Passif d'impôts futurs	(19 436)
Écart d'acquisition	242 074
	329 900 \$

Les actifs corporels nets acquis comprenaient des débiteurs de 8,8 millions \$. L'écart d'acquisition de 242,1 millions \$ représente la valeur des synergies attendues de l'acquisition. L'écart d'acquisition n'est pas déductible aux fins de l'impôt.

Les montants ci-dessus sont des estimations qui ont été faites par la direction au moment de la préparation des présents états financiers intermédiaires non vérifiés et qui reposent sur les renseignements qui étaient alors à sa disposition. Ces montants peuvent être modifiés à mesure que les valeurs faisant l'objet d'estimations sont établies de manière définitive. Aucune modification n'a été constatée au cours de la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2010.

6. ÉCART D'ACQUISITION ET ACTIFS INCORPORELS

	Écart d'acquisition	Actifs incorporels identifiables				Total
		Marques	Relations clients	Carnet de commandes	Ententes de non-concurrence	
Montant brut						
Solde au 1 ^{er} avril 2010	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$
Ajouts	242 074	44 930	25 450	1 633	7 037	79 050
Solde au 31 décembre 2010	242 074	44 930	25 450	1 633	7 037	79 050
Amortissement						
Solde au 1 ^{er} avril 2010	–	–	–	–	–	–
Amortissement	–	–	(1 597)	(1 633)	(966)	(4 196)
Solde au 31 décembre 2010	–	–	(1 597)	(1 633)	(966)	(4 196)
Valeur comptable nette						
31 décembre 2010	242 074 \$	44 930 \$	23 853 \$	– \$	6 071 \$	74 854 \$

Les actifs incorporels correspondent aux valeurs attribuées à l'égard des marques, des relations clients, des carnets de commandes et des ententes de non-concurrence. Les relations clients, les carnets de commandes et les ententes de non-concurrence ont une durée déterminée et sont amortis de manière linéaire sur leur durée d'utilité estimative. Les périodes d'amortissement estimatives résiduelles de ces actifs incorporels amortissables sont comme suit :

• Relations clients	11 ans
• Carnets de commandes	0,4 an
• Ententes de non-concurrence	5 ans

L'amortissement des actifs incorporels est comptabilisé à l'état des résultats dans la dotation aux amortissements. Pour les périodes de trois mois et de neuf mois terminées le 31 décembre 2010, l'amortissement des actifs incorporels a été respectivement de 0,9 million \$ et de 4,2 millions \$.

Les marques sont considérées comme ayant une durée indéterminée du fait qu'elles offriront à la Société des avantages sur une période continue.

Test de dépréciation de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels

Aux fins des tests de dépréciation, l'écart d'acquisition et les actifs incorporels acquis dans le cadre de l'acquisition de Genuity ont été attribués aux activités canadiennes de l'unité génératrice de trésorerie Canaccord Genuity. Aucun changement de situation ni aucun événement n'indiquait que la valeur comptable de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels avait été dépréciée au 31 décembre 2010. Par conséquent, aucun test de dépréciation intermédiaire n'a été effectué. Le test de dépréciation annuel de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels à durée indéterminée sera effectué le 31 mars 2011.

7. IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

La charge d'impôts sur les bénéfices de la Société diffère du montant qui serait obtenu en appliquant le taux d'imposition fédéral et provincial combiné ou le taux d'imposition de l'État du fait des éléments qui suivent :

	<i>Pour les périodes de trois mois terminées les</i>		<i>Pour les périodes de neuf mois terminées les</i>	
	<i>31 décembre 2010</i>	<i>31 décembre 2009</i>	<i>31 décembre 2010</i>	<i>31 décembre 2009</i>
Impôts sur les bénéfices au taux estimatif prévu par la loi	17 128 \$	6 772 \$	23 038 \$	13 976 \$
Moins : différence des taux d'imposition des administrations étrangères	463	(178)	414	(124)
Éléments non déductibles influant sur le calcul du revenu imposable	913	490	1 825	1 163
Variation de la provision pour moins-value liée aux pertes d'exploitation aux États-Unis	(2 267)	(223)	(3 761)	(2 920)
Variation de l'actif d'impôts futurs – période de résorption des écarts temporaires	36	606	293	2 032
Variation de l'estimation des valeurs comptables et fiscales	2 519	(270)	3 569	1 068
Charge d'impôts sur les bénéfices – exigibles et futurs	18 792 \$	7 197 \$	25 378 \$	15 195 \$

8. DETTE SUBORDONNÉE

	<i>31 décembre 2010</i>	<i>31 mars 2010</i>
Emprunt, intérêt payable mensuellement au taux préférentiel majoré de 4 % par année, remboursable à vue	15 000 \$	15 000 \$

L'emprunt est assujéti à un contrat de subordination et peut être remboursé uniquement avec l'autorisation préalable de l'OCRCVM.

9. ACTIONS ORDINAIRES

	<i>31 décembre 2010</i>		<i>31 mars 2010</i>	
	<i>Nombre d'actions</i>	<i>Montant</i>	<i>Nombre d'actions</i>	<i>Montant</i>
Actions ordinaires	82 626 059	532 371 \$	55 571 133	254 553 \$
Prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires dont les droits ne sont pas acquis	(4 532 119)	(36 357)	(4 475 468)	(35 280)
Actions détenues dans le cadre du RILT <small>[note 10]</small>	(3 038 441)	(31 494)	(3 201 274)	(33 582)
	75 055 499	464 520 \$	47 894 391	185 691 \$

Le capital social de la Société se compose de ce qui suit :

i] Autorisé

Nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale

Nombre illimité d'actions privilégiées sans valeur nominale

ii] Émis et entièrement libéré

Actions ordinaires	<i>Nombre d'actions</i>	<i>Montant</i>
Solde au 31 décembre 2009	55 404 528	253 237 \$
Actions émises dans le cadre des régimes de rémunération à base d'actions [note 10]	208 041	1 487
Actions annulées	(41 436)	(171)
Solde au 31 mars 2010	55 571 133	254 553
Actions émises dans le cadre de l'acquisition de Genuity, déduction faite des frais d'émission [note 5]	26 500 000	271 900
Actions émises dans le cadre des régimes de rémunération à base d'actions [note 10]	554 926	5 918
Solde au 31 décembre 2010	82 626 059	532 371 \$

iii] Prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires

La Société offre aux employés des prêts-subventions destinés à l'achat d'actions ordinaires. Le solde des droits non acquis des prêts-subventions est présenté en réduction du capital social. Les prêts-subventions sont amortis sur une période d'acquisition des droits pouvant atteindre cinq ans. La différence entre les valeurs non acquises et non amorties est incluse dans le surplus d'apport.

iv] Résultat par action

	<i>Pour les périodes de trois mois terminées les</i>		<i>Pour les périodes de neuf mois terminées les</i>	
	<i>31 décembre 2010</i>	<i>31 décembre 2009</i>	<i>31 décembre 2010</i>	<i>31 décembre 2009</i>
Résultat de base par action				
Bénéfice net de la période	42 704 \$	15 113 \$	57 290 \$	30 971 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	74 946 677	48 147 301	72 356 918	48 376 433
Résultat de base par action	0,57 \$	0,31 \$	0,79 \$	0,64 \$
Résultat dilué par action				
Bénéfice net de la période	42 704 \$	15 113 \$	57 290 \$	30 971 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	74 946 677	48 147 301	72 356 918	48 376 433
Effet dilutif des actions dont les droits ne sont pas acquis (nombre)	4 532 119	3 811 007	4 532 119	3 811 007
Effet dilutif des options sur actions (nombre) [note 10]	513 037	412 594	281 616	26 563
Effet dilutif des actions dont les droits ne sont pas acquis achetées par le fonds de fiducie pour les avantages sociaux des employés (nombre) [note 10]	3 119 878	3 422 722	3 390 224	3 092 333
Effet dilutif de l'engagement à l'égard de l'émission d'actions dans le cadre du RILT (nombre) [note 10]	531 264	480 544	380 729	270 366
Nombre moyen pondéré rajusté d'actions ordinaires	83 642 975	56 274 168	80 941 606	55 576 702
Résultat dilué par action	0,51 \$	0,27 \$	0,71 \$	0,56 \$

10. RÉGIME DE RÉMUNÉRATION À BASE D' ACTIONS

Options sur actions

La Société attribue des options sur ses actions ordinaires à des administrateurs indépendants et à des hauts dirigeants. Les droits rattachés aux options sur actions attribuées à des administrateurs indépendants s'acquiescent sur une période de quatre ans et arrivent à échéance sept ans après la date d'attribution ou 30 jours après que le participant cesse d'être administrateur. Les droits rattachés aux options sur actions attribuées à des hauts dirigeants s'acquiescent sur une période de cinq ans et arrivent à échéance à la première des éventualités suivantes à survenir : a) sept ans après la date d'attribution; b) trois ans après le décès du porteur de l'option ou de tout autre événement mettant fin à son emploi; c) après l'annulation des actions visées par l'option du porteur dont les droits ne sont pas encore acquis, quelle qu'en soit la raison (à l'exception d'une retraite anticipée, mais y compris une démission sans qu'une entente de sortie officielle ne soit conclue ainsi qu'un licenciement motivé); ou d) en cas de retraite anticipée, après qu'il ait été établi que le porteur de l'option a livré concurrence à la Société ou a violé des obligations de non-concurrence, de non-sollicitation ou de non-divulgateion. Le prix d'exercice est fondé sur la juste valeur marchande des actions ordinaires à la date d'attribution. Le prix d'exercice moyen pondéré des options sur actions était de 9,82 \$ au 31 décembre 2010.

En mai 2010, la Société a attribué un total de 150 000 options sur actions à six administrateurs indépendants à un prix d'exercice de 8,39 \$ l'action.

Le tableau qui suit présente un sommaire des options sur actions de la Société attribuées aux administrateurs et aux hauts dirigeants au 31 décembre 2010 et des variations survenues au cours de la période de neuf mois terminée à cette date.

	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré
Solde au 31 décembre 2009	2 499 993	9,91 \$
Attribuées	-	-
Solde au 31 mars 2010	2 449 993	9,91
Attribuées	150 000	8,39
Solde au 31 décembre 2010	2 599 993	9,82 \$

<i>Options en cours</i>				<i>Options exerçables</i>	
<i>Fourchette du prix d'exercice</i>	<i>Nombre d'options</i>	<i>Durée contractuelle restante moyenne pondérée</i>	<i>Prix d'exercice moyen pondéré</i>	<i>Nombre d'options exerçables</i>	<i>Prix d'exercice moyen pondéré</i>
23,13 \$	100 000	1 an	23,13 \$	75 000	23,13 \$
7,21-9,48	2 499 993	3,85 ans	9,28	93 750	8,51
7,21-23,13 \$	2 599 993	3,74 ans	9,82 \$	168 750	15,01 \$

La juste valeur de chaque option sur action a été évaluée à la date d'attribution au moyen du modèle d'évaluation des options de Black et Scholes. Les hypothèses suivantes ont été utilisées à l'égard des options attribuées en mai 2010 :

	<i>Attribution - mai 2010</i>
Rendement de l'action	2,00 %
Volatilité prévue	44,00 %
Taux d'intérêt sans risque	1,94 %
Durée prévue	4 ans

Le modèle d'évaluation des options exige le recours à des hypothèses hautement subjectives, y compris la volatilité prévue des cours. Toute modification apportée aux hypothèses subjectives peut avoir une incidence importante sur l'estimation de la juste valeur. Par conséquent, les modèles existants ne fournissent pas nécessairement une mesure unique fiable de la juste valeur des options sur actions de la Société.

Pour les périodes de trois mois et de neuf mois terminées le 31 décembre 2010, des charges de rémunération respectives de 0,8 million \$ et de 1,7 million \$ ont été constatées (0,4 million \$ et 0,7 million \$ pour les périodes de trois mois et de neuf mois terminées le 31 décembre 2009) relativement aux options sur actions.

Régime d'intéressement à long terme

En vertu du RILT, les unités d'actions temporairement incessibles (UATI) dont les droits sont acquis sur trois ans sont attribuées aux participants admissibles. Pour les employés du Canada, un fonds de fiducie pour les avantages sociaux des employés (la «fiducie») a été constitué et : a) la Société y versera des fonds qu'un fiduciaire utilisera pour acheter sur le marché libre des actions ordinaires de la Société qu'il détiendra en fiducie jusqu'à l'acquisition des droits rattachés aux UATI; ou b) la Société émettra des actions ordinaires à même le capital autorisé aux participants à la suite de l'acquisition des droits rattachés aux UATI. Pour les employés des États-Unis et du Royaume-Uni, au moment de chaque attribution d'UATI, la Société attribuera des actions ordinaires qu'elle émettra à même le capital autorisé au moment de l'acquisition des droits s'y rattachant pour chaque participant.

Le coût des UATI est amorti sur la période d'acquisition des droits de trois ans. Pour les périodes de trois mois et de neuf mois terminées le 31 décembre 2010, des charges de rémunération respectives de 6,5 millions \$ et de 18,1 millions \$ ont été constatées (5,4 millions \$ et 16,3 millions \$ pour les périodes de trois mois et de neuf mois terminées le 31 décembre 2009) relativement aux options sur actions ci-dessus.

	<i>Pour les périodes de trois mois terminées les</i>		<i>Pour les périodes de neuf mois terminées les</i>	
	<i>31 décembre 2010</i>	<i>31 décembre 2009</i>	<i>31 décembre 2010</i>	<i>31 décembre 2009</i>
Attributions en cours au début de la période	5 089 556	5 447 251	5 317 945	4 602 385
Actions attribuées	1 073 092	285 756	2 698 591	2 189 216
Actions dont les droits sont acquis	(291 259)	(169 425)	(2 091 254)	(1 228 019)
Extinctions	(41 140)	-	(95 033)	-
Attributions en cours à la fin de la période	5 830 249	5 563 582	5 830 249	5 563 582

	<i>Pour les périodes de trois mois terminées les</i>		<i>Pour les périodes de neuf mois terminées les</i>	
	<i>31 décembre 2010</i>	<i>31 décembre 2009</i>	<i>31 décembre 2010</i>	<i>31 décembre 2009</i>
Actions ordinaires détenues par la fiducie au début de la période	3 256 405	2 931 932	3 201 274	3 075 300
Actions acquises	–	680 119	1 451 953	1 328 700
Actions libérées à l'acquisition des droits	(217 964)	(124 386)	(1 614 786)	(916 335)
Actions ordinaires détenues par la fiducie à la fin de la période	3 038 441	3 487 665	3 038 441	3 487 665

11. OPÉRATIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Les opérations sur titres effectuées par la Société pour le compte d'employés, de dirigeants et d'administrateurs se déroulent selon les mêmes modalités que celles pratiquées pour tous les clients. Le revenu de commissions sur l'ensemble de ces opérations n'est pas important relativement aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

Les débiteurs et les créditeurs et charges à payer comprennent les soldes suivants avec les parties liées décrites ci-dessus :

	<i>31 décembre 2010</i>	<i>31 mars 2010</i>
Débiteurs	33 306 \$	39 534 \$
Créditeurs et charges à payer	90 963	82 299

12. INFORMATION SECTORIELLE

Les deux secteurs d'exploitation de la Société sont les suivants :

Le secteur Canaccord Genuity inclut les services de financement de sociétés, les activités de recherche et de négociation pour le compte de clients qui sont des sociétés, des institutions et des gouvernements ainsi que les activités de négociation à titre de contrepartiste au Canada, au Royaume-Uni et aux États-Unis.

Le secteur Gestion du patrimoine Canaccord offre des services de courtage et des conseils en placement aux clients de détail et aux particuliers au Canada et aux États-Unis.

Le secteur administratif Non sectoriel et autres inclut les services de courtage de correspondance, les intérêts, les produits et les charges libellés en devises qui ne sont pas précisément attribuables à Canaccord Genuity ou à Gestion du patrimoine Canaccord.

Les segments d'activité de la Société sont gérés de façon distincte parce que chaque secteur offre des services différents et fait appel à des stratégies différentes en matière de personnel et de marketing. La Société évalue le rendement de chaque secteur d'activité d'après les résultats d'exploitation avant impôts sur les bénéfices.

La Société ne répartit pas le total des actifs ni le matériel et les améliorations locatives entre les secteurs.

L'amortissement du matériel et des améliorations locatives est réparti entre les secteurs d'après la superficie en pieds carrés occupée. L'amortissement des actifs incorporels identifiables est attribué au secteur Canaccord Genuity, du fait qu'il se rapporte à l'acquisition de Genuity. Il n'y a pas de produits intersectoriels importants.

	<i>Pour les périodes de trois mois terminées les</i>							
	<i>31 décembre 2010</i>				<i>31 décembre 2009</i>			
	<i>Canaccord Genuity</i>	<i>Gestion du patrimoine Canaccord</i>	<i>Non sectoriel et autres</i>	<i>Total</i>	<i>Canaccord Genuity</i>	<i>Gestion du patrimoine Canaccord</i>	<i>Non sectoriel et autres</i>	<i>Total</i>
Produits	177 758 \$	68 599 \$	8 477 \$	254 834 \$	116 090 \$	51 733 \$	5 374 \$	173 197 \$
Charges, à l'exception des éléments ci-dessous	112 587	48 237	22 159	182 983	84 743	38 194	19 326	142 263
Amortissement	1 829	596	361	2 786	903	637	364	1 904
Frais de développement	2 957	2 275	587	5 819	2 464	3 216	1 040	6 720
Coûts liés aux acquisitions [notes 5 et 15]	1 750	–	–	1 750	–	–	–	–
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices	58 635 \$	17 491 \$	(14 630) \$	61 496 \$	27 980 \$	9 686 \$	(15 356) \$	22 310 \$

Pour les périodes de neuf mois terminées les

	31 décembre 2010				31 décembre 2009			
	Canaccord Genuity	Gestion du patrimoine Canaccord	Non sectoriel et autres	Total	Canaccord Genuity	Gestion du patrimoine Canaccord	Non sectoriel et autres	Total
Produits	374 873 \$	160 345 \$	20 818 \$	556 036 \$	280 062 \$	132 056 \$	22 286 \$	434 404 \$
Charges, à l'exception des éléments ci-dessous	256 349	121 007	57 421	434 777	211 278	102 837	50 331	364 446
Amortissement	6 965	1 790	1 021	9 776	2 787	1 857	1 087	5 731
Frais de développement	7 409	7 133	1 533	16 075	7 195	7 734	3 132	18 061
Coûts liés aux acquisitions [notes 5 et 15]	12 740	-	-	12 740	-	-	-	-
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices	91 410 \$	30 415 \$	(39 157)\$	82 668 \$	58 802 \$	19 628 \$	(32 264)\$	46 166 \$

Les activités de la Société sont réparties selon les quatre segments géographiques suivants (les produits sont attribués aux régions géographiques selon les résultats d'exploitation non sectoriels sous-jacents) :

	Pour les périodes de trois mois terminées les		Pour les périodes de neuf mois terminées les	
	31 décembre 2010	31 décembre 2009	31 décembre 2010	31 décembre 2009
Canada				
Produits	196 906 \$	123 626 \$	415 317 \$	290 750 \$
Matériel et améliorations locatives	27 879	28 791	27 879	28 791
Écart d'acquisition et autres actifs incorporels	316 928	-	316 928	-
Royaume-Uni				
Produits	23 339 \$	26 420 \$	58 122 \$	61 120 \$
Matériel et améliorations locatives	4 230	5 736	4 230	5 736
États-Unis				
Produits	34 173 \$	22 817 \$	81 972 \$	80 133 \$
Matériel et améliorations locatives	4 751	5 944	4 751	5 944
Autre établissement étranger				
Produits	416 \$	334 \$	625 \$	2 401 \$

13. GESTION DU CAPITAL

La Société a besoin de capitaux aux fins de l'exploitation et de la réglementation, y compris le financement de ses activités actuelles et futures. La Société a une structure du capital fondée sur les capitaux propres, qui englobent les actions ordinaires, le surplus d'apport, les bénéfices non répartis, le cumul des autres éléments du résultat étendu ainsi que la dette subordonnée. Le tableau ci-après présente le sommaire de notre capital aux 31 décembre 2010 et 31 mars 2010.

<i>Type de capital</i>	<i>Valeur comptable</i>	<i>Pourcentage du capital</i>
31 décembre 2010		
Actions ordinaires	464 520 \$	62,9 %
Surplus d'apport	55 102	7,5 %
Bénéfices non répartis	238 569	32,3 %
Cumul des autres éléments du résultat étendu	(34 597)	(4,7) %
Capitaux propres	723 594	98,0 %
Dette subordonnée	15 000	2,0 %
	738 594 \$	100,0 %
31 mars 2010		
Actions ordinaires	185 691 \$	44,6 %
Surplus d'apport	57 351	13,8 %
Bénéfices non répartis	194 007	46,6 %
Cumul des autres éléments du résultat étendu	(35 304)	(8,5) %
Capitaux propres	401 745	96,5 %
Dette subordonnée	15 000	3,5 %
	416 745 \$	100,0 %

Le cadre de la gestion du capital de la Société est conçu pour maintenir le capital à un niveau qui :

- respecte les ratios cibles des filiales réglementées de la Société, fixés par leurs organismes de réglementation respectifs;
- permet de financer les activités actuelles et futures;
- permet d'assurer que la Société peut s'acquitter de ses obligations financières à mesure qu'elles viennent à échéance;
- favorise la création de valeur pour les actionnaires.

Les filiales suivantes sont assujetties aux exigences en matière de capital réglementaire des organismes de réglementation de leur territoire respectif :

- La Corporation Canaccord Genuity est assujettie à la réglementation canadienne, principalement celle de l'OCRCVM.
- Canaccord Genuity Limited est réglementée par la Financial Services Authority du Royaume-Uni et est membre de la Bourse de Londres.
- Canaccord Genuity Inc. est un courtier en valeurs mobilières inscrit aux États-Unis et est assujettie principalement à la réglementation de la Financial Industry Regulatory Authority.
- Canaccord Wealth Management (USA), Inc. est un courtier en valeurs mobilières inscrit aux États-Unis et est assujettie principalement à la réglementation de la Financial Industry Regulatory Authority.
- Canaccord International Ltd. est assujettie à la réglementation de la Banque centrale de la Barbade.

Les exigences en matière de capital réglementaire peuvent varier quotidiennement en raison des dépôts de garantie obligatoires à l'égard des opérations en cours et des exigences en matière de prise ferme ou de fonds de roulement. En vue de se conformer à ces exigences, la Société pourrait être tenue de maintenir les liquidités et les autres actifs liquides disponibles à un niveau suffisant pour satisfaire aux exigences en matière de capital réglementaire, et ne pas pouvoir utiliser ces actifs liquides dans le cadre de ses activités ou à des fins de décaissement. Au cours de l'exercice considéré, il n'y a eu aucun changement notable apporté à la politique de gestion du capital de la Société. Au cours de la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2010, les filiales de la Société se sont conformées à toutes les exigences minimales en matière de capital réglementaire.

14. ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS**Engagements**

Les filiales de la Société se sont engagées à verser les loyers minimaux approximatifs suivants pour des locaux et du matériel au cours des cinq prochains exercices et par la suite :

2012	24 099	\$
2013	21 488	
2014	18 897	
2015	17 596	
2016	15 140	
Par la suite	36 955	
	134 175	\$

Éventualités

Au cours de la période, les éventualités de la Société, présentées à la note 16 afférente aux états financiers consolidés annuels vérifiés déposés dans SEDAR le 19 mai 2010, n'ont pas fait l'objet de modifications importantes, à l'exception de ce qui suit :

Genuity a été désignée à titre de codéfendeur dans le cadre d'un recours collectif alléguant la sollicitation inappropriée auprès d'employés de la demanderesse, le complot, l'incitation à la rupture de contrat, l'ingérence dans des relations commerciales, le manquement à des obligations fiduciaires, l'utilisation inappropriée de renseignements confidentiels et l'appropriation indue de possibilités favorables pour l'entreprise. La demanderesse réclame à Genuity des dommages-intérêts généraux devant être déterminés par la cour ainsi qu'un compte rendu des avantages reçus par l'ensemble des partis dans le cadre de ces activités alléguées. Une poursuite a également été intentée contre l'ensemble des partis à l'égard de dommages-intérêts punitifs d'un montant de 10,0 millions \$. La direction croit pouvoir opposer une défense à ces poursuites et qu'aucun passif n'en résultera pour Genuity. Comme la Corporation Canaccord Genuity a pris en charge la totalité des actifs et des passifs de Genuity, elle peut être assujettie à toute décision qui pourrait être défavorable pour Genuity relativement à ce litige.

15. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DU BILAN**i) Regroupement d'entreprises**

Le 22 novembre 2010, la Société a annoncé qu'elle consentait à acquérir la totalité de TBG, société chinoise indépendante de premier plan offrant des services de financement de sociétés dont le siège social se trouve à Beijing. Le prix d'acquisition s'est établi à 3,0 millions \$, plus un montant additionnel pouvant atteindre 1,0 million \$ à titre de rajustement du fonds de roulement après la réalisation de l'acquisition. L'acquisition a été conclue le 17 janvier 2011.

Sous la bannière Canaccord Genuity Asia, les activités de Canaccord en Chine seront axées sur la prestation à des clients en Asie, de services de consultation relatifs aux fusions et acquisitions, aux partenariats stratégiques, aux placements sur les marchés internationaux et au financement par emprunts en Chine.

Dans le cadre de l'acquisition, des primes de maintien en fonction seront versées aux principaux membres du personnel de Canaccord Genuity Asia. Les primes de maintien en fonction comprendront l'émission de jusqu'à environ 1 187 800 actions ordinaires de la Société assorties d'une période d'acquisition des droits de cinq ans. Le nombre total d'actions ordinaires dont les droits seront acquis dépend également des produits qui seront dégagés par Canaccord Genuity Asia après la date de l'acquisition.

Cette opération a été comptabilisée conformément au chapitre 1582 du *Manuel de l'ICCA*, «Regroupements d'entreprises» [note 2] selon la méthode de l'acquisition. La Société a passé en charges des coûts liés aux acquisitions d'un montant de 1,8 million \$ au cours de la période de trois mois terminée le 31 décembre 2010. Ces coûts comprennent des honoraires de conseil et des honoraires professionnels engagés à l'égard de cette acquisition. Ils comprennent également des paiements liés à la restructuration du personnel qui a résulté de cette acquisition.

La Société est en train de déterminer la répartition du prix d'acquisition à l'égard de cette acquisition. La répartition provisoire sera présentée dans les états financiers consolidés vérifiés de la Société pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011.

ii) Dividendes

Le 9 février 2011, le conseil d'administration a approuvé un dividende trimestriel de 0,075 \$ par action payable le 15 mars 2011 aux actionnaires inscrits le 4 mars 2011.

16. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour les états financiers intermédiaires de l'exercice 2011.

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

SIÈGE SOCIAL

Adresse du bureau

Financière Canaccord Inc.
Suite 2200 – 609 Granville Street
Vancouver (Colombie-Britannique)
Canada

Adresse postale

P.O. Box 10337
Pacific Centre
Suite 2200 – 609 Granville Street
Vancouver (Colombie-Britannique)
V7Y 1H2
Canada

INSCRIPTIONS EN BOURSE

Bourse de Toronto : CF

AIM : CF.

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX À L'INTENTION DES ACTIONNAIRES

Jamie Kokoska
Directrice,
Relations avec les investisseurs
et communications
Suite 3000 – 161 Bay Street
Toronto (Ontario) Canada
Téléphone : 416-869-7293
Télécopieur : 416-947-8343
Courriel :
investor.relations@canaccord.com

RELATIONS AVEC LES MÉDIAS ET DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DES INVESTISSEURS INSTITUTIONNELS ET DES ANALYSTES

Scott Davidson
Directeur général,
chef du service du marketing
et des communications mondial
Téléphone : 416-869-3875
Courriel :
scott.davidson@canaccord.com

Le rapport annuel 2010 de
Financière Canaccord se trouve
sur notre site Web à l'adresse
www.canaccordfinancial.com.
Pour obtenir un exemplaire, veuillez
communiquer avec le service des
Relations avec les investisseurs.

DATES DE PUBLICATION DES RÉSULTATS ET DES DIVIDENDES¹ PRÉVUES POUR L'EXERCICE 2011

	<i>Dates de publication des résultats prévus</i>	<i>Dates de clôture des registres</i>	<i>Dates de versement</i>
T1/11	5 août 2010	27 août 2010	10 septembre 2010
T2/11	3 novembre 2010	19 novembre 2010	10 décembre 2010
T3/11	10 février 2011	4 mars 2011	15 mars 2011
T4/11	18 mai 2011	3 juin 2011	15 juin 2011

¹ Les dividendes sont assujettis à l'approbation du conseil d'administration. Tous les versements de dividendes dépendent de la conjoncture économique générale et de la situation financière, des résultats d'exploitation et des besoins en capital de la Société, ainsi que d'autres facteurs que le conseil jugera pertinents.

RESSOURCES À L'INTENTION DES ACTIONNAIRES

Pour de l'information sur les transferts
d'actions, les changements d'adresse,
les dividendes, les certificats d'actions
perdus, les formulaires d'impôt et
les transferts de succession,
communiquer avec :

Services aux investisseurs Computershare inc.

100 University Avenue, 9th Floor
Toronto (Ontario), M5J 2Y1
Téléphone : 1-800-564-6253
(sans frais en Amérique du Nord)
514-982-7555 (international)
Télécopieur : 1-866-249-7775
(sans frais en Amérique du Nord) ou
416-263-9524 (international)
Courriel : service@computershare.com
Site Web : www.computershare.com
Possibilité pour les actionnaires inscrits
de s'inscrire au Centre des investisseurs
pour avoir accès à un outil de gestion de
compte libre-service.

INFORMATION FINANCIÈRE

Pour consulter de l'information
financière courante et archivée de la
Société, visiter le site Web à l'adresse
www.canaccordfinancial.com/fr/ir.

VÉRIFICATEUR

ERNST & YOUNG S.R.L./S.E.N.C.R.L.
Comptables agréés
Vancouver (Colombie-Britannique)

CONSEILLER DÉSIGNÉ ET COURTIER CONJOINT

Charles Stanley Securities
Londres, Royaume-Uni

COURTIER CONJOINT

Keefe, Bruyette & Woods Limited
Londres, Royaume-Uni

SITE WEB DE LA SOCIÉTÉ

www.canaccordfinancial.com

